

Les Européens, combien de divisions ?

Analyse comparative des capacités de défense dans les pays de l'Union européenne



Présent à Paris et Bruxelles, l'Institut Thomas More est un think tank indépendant. Il est à la fois un laboratoire d'idées et de solutions innovantes et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

L'Institut Thomas More s'appuie sur les valeurs de liberté et de responsabilité, du respect de la dignité de la personne, de subsidiarité, ainsi que sur les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny
F-75 002 Paris
Tel +33 (0)1 49 49 03 30
Fax +33 (0)1 49 49 03 33

Bruxelles

Rue de la Fauvette, 92
B-1180 Bruxelles
Tel +32 (0)2 374 23 13
Fax +32 (0)2 358 56 48

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Les Européens, combien de divisions ?

Analyse comparative des capacités de défense
dans les pays de l'Union européenne

Note de benchmarking 19

Mai 2017

Programme

Vivre l'Europe

Le Programme «Vivre l'Europe» analyse la crise de l'Europe et fait des propositions en faveur d'une Europe politique forte, fière de ses racines et respectueuse du principe de subsidiarité. L'Union européenne et ses membres doivent se préparer à une refondation et chercher les moyens d'un authentique patriotisme de civilisation.

Sommaire

Résumé	6
Introduction	9

Première partie. Chiffres et données

Sources	12
Choix des pays étudiés	13
Tableaux synthétiques	14

Deuxième partie. Analyse comparative

Les Européens ne consacrent que 1,2% de leur PIB à la défense	22
Un effort à produire de 98 milliards d'euros par an pour atteindre le seuil de 2% du PIB	23
Une dépense de défense très concentrée et au rendement faible	24
Une R&D européenne insuffisante, éparpillée et en retard	25
Près d'un quart de soldats en moins en 10 ans	26
Des réservistes en nombre souvent insuffisant	29
Des armées qui peinent à recruter	30
Des armées sous-équipées	32
Des matériels vieillissants et de moins en moins disponibles	34
Une faible mobilisation à l'extérieur des frontières	35
Après le <i>Brexit</i> , inventer une « relation spéciale » avec Londres	36
La défense de l'Europe avant l'« Europe de la défense »	37
Bibliographie	39

Résumé

L'heure est-elle à la relance de l'« Europe de la défense » ? Certains veulent le croire, comme le nouveau président français Emmanuel Macron ou la chancelière allemande Angela Merkel. Les obstacles à une avancée significative demeurent pourtant nombreux et la levée, avec le *Brexit*, de l'opposition britannique à une défense européenne pleinement constituée ne doit pas dissimuler les contradictions et les oppositions qui existent entre les autres États membres de l'Union européenne.

A la veille du sommet de l'OTAN du 25 mai 2017, l'Institut Thomas More se propose d'étudier les capacités militaires disponibles pour la défense de l'Europe. Car, avant toute réflexion sur les architectures et les organigrammes, il convient de se faire une idée claire des moyens que les pays européens accordent à leur défense.

Basé sur les données du *Military Balance* de l'International Institute for Strategic Studies, de l'OTAN et de l'Agence européenne de défense, l'état des lieux est alarmant. En voici l'essentiel.

- ▶ **Les Européens ne consacrent que 1,2% de leur PIB à la défense.** Depuis deux ans, les budgets repartent à la hausse mais l'effort reste très en-deçà de ce que font les États-Unis (3,3%) ou la Russie (3,7%). Si la Chine reste à 1,3%, elle a quadruplé son budget de défense en onze ans.
- ▶ **Un effort à produire de 98 milliards d'euros par an pour atteindre le seuil de 2% du PIB,** recommandé par l'OTAN.
- ▶ **Une dépense de défense très concentrée et au rendement faible.** Cinq pays (Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Espagne) représentent plus de 75% des dépenses européennes de défense. Comme le dit Federica Mogherini, « *les dépenses militaires des Européens sont deux fois inférieures à celles des États-Unis. Et compte tenu de leur fragmentation, leur rendement équivaut à 15% des dépenses américaines* ».
- ▶ **Une R&D européenne insuffisante, éparpillée et en retard.** Les dépenses de R&D européennes s'élevaient à 8,8 milliards d'euros en 2014, soit un rapport de un à neuf avec les États-Unis (76 milliards). Les industries européennes de défense courent un risque de déclassement majeur, avec des retombées lourdes de conséquences pour les armées de nos pays mais aussi pour les exportations d'armements.
- ▶ **Près d'un quart de soldats en moins en 10 ans.** En dix ans, les effectifs des armées européennes ont fondu de 451 000 hommes, soit une baisse de 23%. Cette baisse s'explique bien sûr par le changement de paradigme en Europe après la chute de l'Union soviétique et la professionnalisation des armées. Mais elle est deux fois plus rapide qu'aux États-Unis ou en Russie et plus de six fois plus rapide qu'en Chine. Il apparaît que les Européens sont allés trop loin dans la baisse de leurs effectifs.

- ▶ **Des réservistes en nombre souvent insuffisant.** Parmi les principaux pays, l'Allemagne ne dispose que de 27 600 réservistes, la France de 28 100 et l'Italie de 18 300. Le Royaume-Uni se distingue par une réserve de 81 350 hommes. Des chiffres notoirement insuffisants pour faire face aux besoins de sécurité intérieure, qui mobilisent actuellement trop de soldats d'active.
- ▶ **Des armées qui peinent à recruter.** Niveau des salaires, fortes contraintes, risques, parfois mauvaise image de l'institution militaire dans l'opinion : les armées européennes rencontrent de vraies difficultés à recruter des soldats, au point que des pays comme l'Allemagne et l'Italie ont ouvert leur campagne de recrutement aux autres citoyens européens.
- ▶ **Des armées sous-équipées.** Un regard global montre l'étendue de la baisse du niveau d'équipement des armées européennes, en dix ans, qu'il s'agisse des hélicoptères d'attaque (-52%), des avions de combat (-30%), des frégates ou des destroyers (-15%) ou des sous-marins qu'ils soient à propulsion nucléaire (-16%) ou à propulsion classique (-22%). En ce qui concerne les drones, le retard européen est flagrant, que ce soit par rapport aux États-Unis ou à la Chine.
- ▶ **Des matériels vieillissants et de moins en moins disponibles.** 17% des hélicoptères *Tigre* engagés par les troupes françaises au Sahel sont disponibles. 20% des équipements terrestres utilisés pour l'opération Barkhane ne seront pas réutilisables. En 2015, le ministère de la Défense britannique a annoncé la prolongation des véhicules de combat *Bulldog*, entrés en service dans les années 1960. Entre 23 et 44% des hélicoptères allemands, selon les types, sont opérationnels. La moitié des *Eurofighter* qui équipent la *Luftwaffe* volent effectivement.
- ▶ **Une faible mobilisation à l'extérieur des frontières.** L'Italie déploie 6 900 hommes en opérations extérieures (29 opérations), la France 6 150 (15 opex), le Royaume-Uni un peu plus de 4 000 hommes (20 opex), l'Allemagne 4 070 (14 opex) et la Pologne 3 500 (14 opex). C'est évidemment la lutte contre l'État Islamique qui mobilise le plus de troupes actuellement : les Britanniques sont engagés à hauteur de 1 350 hommes, les Italiens de 1 300 et la France de 1 200 hommes. La modestie des interventions extérieures des Européens est le résultat de l'affaiblissement général des armées.
- ▶ **Après le *Brexit*, inventer une « relation spéciale » avec Londres.** La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne constitue une perte incontestable dans le domaine de la défense et de la sécurité. Pour autant, le pays reste un acteur clé dans l'architecture de défense OTAN et UE. L'heure doit donc être à la négociation d'une « relation spéciale » entre Bruxelles et Londres, plutôt qu'à une volonté de punir ou de tourner le dos à notre partenaire.
- ▶ **La défense de l'Europe avant l'« Europe de la défense ».** Certains veulent croire à une relance de l'« Europe de la défense ». Soit. Mais sans un véritable pouvoir politique unifié au sommet, avec un solide soutien des États membres (gouvernements et opinions publiques), il n'y aura pas de « défense européenne » avant longtemps. La réalité est que les déclarations officielles ne sauraient dissimuler l'état inquiétant des capacités militaires en Europe. Depuis la fin de la Guerre froide, les États européens ont baissé la garde, et même largement désarmé. Le principal défi consiste donc à accroître les budgets de défense, à financer de grands programmes d'armement et à restaurer la puissance militaire collective de l'Europe. C'est à l'aune des moyens que l'on jugera les intentions.

Introduction

Menace terroriste, guerre en Syrie et en Irak, opérations au Sahel et en Méditerranée, situation précaire en Libye, instabilité stratégique à l'est de l'Europe : les périls s'accroissent sur les confins de l'Europe et dans son environnement géopolitique. Ce nouveau contexte, qui tranche avec les espoirs naïfs de l'après-Guerre froide, oblige à s'interroger sur les capacités militaires du Vieux continent. De fait, les budgets de défense de nos pays ont massivement décliné depuis vingt-cinq ans et l'Europe est désarmée.

L'Institut Thomas More ne se propose pas de revenir, après tant d'autres, sur l'« Europe de la défense ». La défiance des peuples, la fatigue institutionnelle et le délitement des solidarités politiques entre États membres réduisent les marges de manœuvre et toute perspective d'avancée significative au moins à moyen terme. Nous verrons si les divers résultats électoraux récents ou à venir nous démentent. L'« Europe de la défense » ne sera évoquée qu'en conclusion de ce travail.

Notre ambition est d'étudier les capacités militaires disponibles pour la défense de l'Europe. Car, si celle-ci relève pour une large part de l'OTAN, il reste que les alliés européens doivent consacrer plus de moyens à leur défense et assumer, comme le leur demandent les présidents américains successifs, une plus grande part du « fardeau » (*burden sharing*) de leur sécurité et de celle du monde.

Hélas, l'état des lieux est alarmant. Nous l'avons dit, les dépenses militaires ont connu une baisse massive. Les effectifs ont été partout considérablement réduits. Trop souvent, les équipements sont anciens, défectueux ou en nombre insuffisant. Pourtant, l'outil militaire est de plus en plus sollicité, soit pour des opérations intérieures (comme les opérations « Vigilant Guardian » en Belgique, « Sentinelle » en France, « Strade sicure » en Italie ou « Temperer » au Royaume-Uni), soit pour des opérations extérieures. Entre les besoins opérationnels d'une part, les capacités disponibles de l'autre, l'écart est croissant. Comme le martèlent désormais publiquement de hauts responsables des États-majors européens, la situation n'est plus tenable.

Un authentique effort doit être entrepris par nos pays. Pour ce faire, un état des lieux sans concessions doit être dressé. C'est le sens de cette Note qui cherche à donner une image fidèle de l'état réel des capacités européennes à défendre l'Europe. Pour cela, elle traite la question de la manière la plus large possible, en abordant les dépenses militaires (évolution sur quinze ans, dépenses 2016 et ventilation par grands postes), les effectifs (effectifs globaux, par arme, en opérations, problèmes liés au recrutement et à la fidélisation des hommes) et les matériels (sous-équipement, matériels réellement disponibles, obsolescence).

Les dirigeants européens vont rencontrer le président Trump qui accomplira son premier voyage en Europe l'occasion du sommet de l'OTAN du 25 mai 2017. Dans un style sans doute différent mais comme son prédécesseur, il appellera les Européens à prendre davantage en charge leur sécurité. C'est une interpellation légitime que cette Note formule à sa manière : les Européens, combien de divisions ?...

Première partie.

Chiffres et données

On trouvera dans cette première partie l'ensemble des résultats de nos recherches, présentés en les six tableaux synthétiques. On lira d'abord quelques précisions méthodologiques sur les sources utilisées et les pays retenus pour notre analyse.

Sources

Les principales sources utilisées dans le présent travail sont les suivantes :

- **Military Balance, International Institute for Strategic Studies (IISS).** Le *Military Balance* est une source qui fait consensus chez les chercheurs. Elle est précieuse car son approche est à la fois mondiale (ce qui permet de comparer les chiffres européens à ceux de puissances comme la Russie, la Chine ou l'Inde) et extrêmement détaillée, aussi bien sur le plan budgétaire que capacitaire (1).
- **Dépenses de défense des pays de l'OTAN (2009-2016), OTAN.** Autre source indispensable, l'OTAN propose une ventilation des postes budgétaires différente de celle du *Military Balance*. Ses données sont également récentes. Naturellement, elles ne concernent que les pays membres de l'Alliance atlantique (2).
- **EDA Collective and National Defence Data 2005-2014, Agence Européenne de Défense.** Si elles sont un peu plus datées (3), les sources de l'AED sont plus détaillées à certains égards que les autres, notamment en nous permettant une analyse plus fine de l'effort en R&D et R&T des pays qui nous intéressent (4).
- **Questionnaires adressés aux attachés de défenses des ambassades des vingt-huit membres de l'Union européenne à Paris, Institut Thomas More.** A l'été et à l'automne 2016, l'Institut Thomas More a adressé un questionnaire aux attachés de défense des ambassades des pays européens à Paris. Ce questionnaire comprenait des questions sur les budgets, les effectifs et leur gestion, les équipements et les opérations extérieures. Les données ainsi récoltées nous ont permis d'enrichir, de compléter, d'affiner, parfois de corriger les sources ci-dessus (5).

L'essentiel de nos sources étant en dollars, nous avons maintenu cette présentation dans les tableaux ci-dessous. Elle a le mérite de permettre la comparaison avec les autres puissances internationales. Seul le tableau 3, issu de l'Agence européenne de défense, et consacré exclusivement aux pays européens, est présenté en euros.

(1) Voir <http://www.iiss.org/en/publications/military-s-balance>.

(2) Voir http://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_132934.htm.

(3) Les sources disponibles les plus récentes datent de 2014 et celles qui englobent les États-Unis (*EU-US Defence Data 2011*) datent de 2011.

(4) Voir <https://www.eda.europa.eu/info-hub/defence-data-portal>.

(5) Nous remercions l'ensemble des interlocuteurs qui ont bien voulu répondre à nos questions. Nous espérons qu'ils trouveront dans ces pages le reflet fidèle de certains de nos échanges. Toute erreur ou omission est naturellement de la seule responsabilité de l'Institut Thomas More.

Choix des pays étudiés

Pour réaliser cette Note, nous avons retenus les vingt-huit pays membres de l'Union européenne, y compris le Royaume-Uni. On mesurera ainsi mieux l'affaiblissement majeur que représentera son départ en matière de défense, à l'issue du *Brexit*.

Nous comparerons ces données à la situation des États-Unis, de la Chine, de la Russie et de l'Inde, quatre puissances qui ont joué, qui jouent et qui joueront un rôle majeur sur la scène internationale dans les prochaines décennies – toutes les quatre sont des puissances nucléaires et trois d'entre elles siègent au Conseil de sécurité des Nations unies.

	Allemagne 80,7 millions d'habitants		Autriche 8,7 millions d'habitants		Belgique 11,4 millions d'habitants		Bulgarie 7,1 millions d'habitants
	Chypre 1,2 millions d'habitants		Croatie 4,3 millions d'habitants		Danemark 5,6 millions d'habitants		Espagne 48,5 millions d'habitants
	Estonie 1,2 millions d'habitants		Finlande 5,5 millions d'habitants		France 66,8 millions d'habitants		Grèce 10,7 millions d'habitants
	Hongrie 9,8 millions d'habitants		Irlande 4,9 millions d'habitants		Italie 62 millions d'habitants		Lettonie 1,9 millions d'habitants
	Lituanie 2,8 millions d'habitants		Luxembourg 0,6 millions d'habitants		Malte 0,4 millions d'habitants		Pays-Bas 17 millions d'habitants
	Pologne 38,5 millions d'habitants		Portugal 10,8 millions d'habitants		Rép. tchèque 10,6 millions d'habitants		Roumanie 21,6 millions d'habitants
	Royaume-Uni 64,4 millions d'habitants		Slovaquie 5,4 millions d'habitants		Slovénie 1,9 millions d'habitants		Suède 9,8 millions d'habitants
	UE 515 millions d'habitants						
	États-Unis 324 millions d'habitants		Chine 1 381 millions d'habitants		Russie 142 millions d'habitants		Inde 1 266 millions d'habitants

Source. Military Balance 2017



Tableaux synthétiques

T1 Dépenses de défense, données générales

	Budgets de défense (en milliards \$)				Evolution des dépenses de défense 2005-2016		Part des dépenses de défense dans le PIB en 2016	Effort à fournir pour atteindre 2% du PIB (2016)	Dépenses de défense par habitant 2016	Part des dépenses de défense dans le total des dépenses de l'UE28 en 2016
	2016	2015	2010	2005	En Milliards \$	En %	En %	En Milliards \$	En \$	En %
	Allemagne	38,3	36,6	41,2	30,2	8,1	26,8	1,1	31,5	474,0
Autriche	2,3	2,1	2,8	2,3	0,02	0,9	0,6	5,4	265	1
Belgique	3,9	4	3,6	3,4	0,6	16,4	0,8	5,5	342	1,7
Bulgarie (1)	0,7	0,6	0,6	0,6	0,1	7,9	1,2	0,3	95	0,3
Chypre	0,4	0,3	0,5	0,3	0,1	28,6	1,8	0,04	299	0,2
Croatie	0,6	0,6	0,9	0,6	-0,04	-6,4	1,2	0,4	137	0,3
Danemark	3,6	3,5	3,7	3,2	0,4	10,9	1,2	2,5	635	1,6
Espagne	12,2	13,1	10,2	8,8	3,4	38,6	1	12,8	251	5,3
Estonie	0,5	0,5	0,3	0,2	0,3	138,1	2,1	0	397	0,2
Finlande (1)	3,3	3,1	3,6	2,7	0,6	21,5	1,4	1,5	597	1,4
France	47,2	46,6	42,6	41,6	5,6	13,5	1,9	2,6	706	20,7
Grèce	4,6	4,7	9,7	4,5	0,2	4	2,4	0	431	2
Hongrie (1)	1	1,1	1,4	1,4	-0,4	-30,1	0,9	1,3	101	0,4
Irlande	1	1	1,2	1	0,04	4,2	0,3	6,2	202	0,4
Italie	22,3	21,5	20,5	17,7	4,6	26	1,2	14,7	360	9,8
Lettonie	0,4	0,3	0,3	0,3	0,1	46,4	1,5	0,2	209	0,2
Lituanie	0,6	0,5	0,3	0,3	0,3	93,9	1,5	0,2	224	0,3
Luxembourg	0,2	0,2	0,6	0,3	-0,1	-18,5	0,4	1	378	0,1
Malte (1)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,01	20	0,6	0,2	145	0,03
Pays Bas	9,2	8,9	11,3	9,7	-0,5	-5,3	1,2	6,2	540	4
Pologne	9,1	10,1	8,4	5,2	3,9	76	1,9	0,3	236	4
Portugal	2,2	2	3,2	2,4	-0,3	-10,3	1,1	1,9	201	1
Rép. tchèque	2	1,8	2,6	2,2	-0,2	-10	1	1,9	185	0,9
Roumanie	2,8	2,5	2,1	2	0,8	41,8	1,5	1	129	1,2
Royaume-Uni	52,5	58,4	56,5	51,1	1,4	2,7	1,8	6,5	815	23
Slovaquie	1	0,9	1,1	0,8	0,2	18	1,1	0,8	180	0,4
Slovénie (1)	0,5	0,4	0,7	0,5	-0,2	-11,8	1	0,4	227	0,2
Suède	5,8	5,7	5,5	5,6	0,2	4,1	1,1	4,5	590	2,6
UE	228,1	230,9	235,2	198,9	29,3	14,7	1,2	109,9	334	100
États-Unis	604	590	692,8	505,8	98,2	19,4	3,3		1864	
Chine	145	142	76,4	29,5	115,5	391,5	1,3		105	
Inde	51,1	44,8	38,4	22	29,1	132,3	2,3		40	
Russie	46,6	51,9	41,4	18,9	27,7	146,6	3,7		327	

Source. Military Balance 2006, 2011 et 2017

(1) Pensions militaires exclues.

T2 Dépenses de défense, par postes (1)

	Équipements	Personnel	Infrastructures	Autres dépenses
	En % des dépenses de défense totales			
Allemagne	12,2	48,4	3,4	36,1
Autriche (2)	-	-	-	-
Belgique	4,7	77,1	1	17,3
Bulgarie (3)	12,6	64,3	0,6	22,6
Chypre (2)	-	-	-	-
Croatie	7,4	68,5	2	22,1
Danemark	12,4	50,3	2,1	35,2
Espagne	15,2	64	1	19,7
Estonie	13,5	38,2	11,2	37,1
Finlande (2)	-	-	-	-
France	24,5	47,9	2,7	25
Grèce	14,9	69,9	0,5	14,7
Hongrie	13	50,2	2,3	34,5
Irlande (2)	-	-	-	-
Italie	20,2	69,2	1	9,6
Lettonie	17,9	44,9	10	27,2
Lituanie	27,7	46,1	5,8	20,5
Luxembourg	27,2	43,7	11,8	17,3
Malte (2)	-	-	-	-
Pays Bas	14,1	51,8	3,9	30,2
Pologne	25,8	46,8	5,2	22,2
Portugal	9,4	78	0,1	12,5
Rép. tchèque	7,2	58,5	2,9	31,4
Roumanie	20,4	64,3	2,8	12,5
Royaume-Uni	22,6	34,8	2	40,7
Slovaquie	15,3	58,7	3,8	22,3
Slovénie	1	75,9	1,2	21,9
Suède (2)	-	-	-	-
États-Unis	25	36,7	1,4	36,9

Sources. OTAN, *Dépenses de défense des pays de l'OTAN (2009-2016)*

(1) Selon les définition de l'OTAN, les dépenses d'équipements comprennent les dépenses afférentes aux matériels d'importance majeures et les coûts de R&D liés à l'équipement, les dépenses de personnel comprennent les dépenses du personnel militaire et civil et les pensions, les dépenses d'infrastructure comprennent les infrastructures militaires nationales et l'infrastructure commune de l'OTAN et les autres dépenses comprennent les dépenses de fonctionnement et d'entretien, les autres dépenses de R&D et les dépenses des catégories non-énumérées ci-dessus.

(2) Pays non membres de l'OTAN.

(3) Les dépenses de défense n'incluent pas les pensions.

T3
Dépenses de R&D et de R&T (1)

	R&D		R&T	
	En millions €	En % du total des dépenses de défense	En millions €	En % du total des dépenses de défense
Allemagne	846	2,4	483	1,4
Autriche	2	0,1	2	0,06
Belgique	8	0,2	3	0,07
Bulgarie	0	0,02	0	0
Chypre	0	0	0	0
Croatie	0	0,1	0	0
Danemark (2)	-	-	-	-
Espagne	75	0,8	42	0,4
Estonie	2	0,4	2	0,4
Finlande	35	1,3	25	0,9
France	3563	9,1	764	2
Grèce	0	2,4	0	0
Hongrie	0	0,002	0	0
Irlande	0	0	0	0
Italie	103	0,6	nc	nc
Lettonie	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	0
Luxembourg	0	0,03	0	0
Malte	0	0	0	0
Pays Bas	59	0,8	59	0,8
Pologne	217	2,9	10	0,1
Portugal	2	0,1	2	0,06
Rép. tchèque	16	1,1	7	0,4
Roumanie	1	0,1	1	0,06
Royaume-Uni	3753	7,8	493	1
Slovaquie	2	0,3	0	0,01
Slovénie	0	0	0	0
Suède	106	2,2	61	1,3
UE	8 791	13,17	1 953	11,87

Source. Agence Européenne de Défense, *EDA Collective and National Defence Data 2005-2014*

(1) L'Agence Européenne de Défense définit les dépenses de recherche et de développement (R&D) comme tout financement de programmes de recherche jusqu'au déclenchement des dépenses de production de l'équipement concerné et les dépenses de recherche et de technologie (R&T) comme les dépenses de recherche fondamentale, de recherche appliquée et de démonstration technologique à des fins de défense. La R&D inclut la R&T.

(2) Pays non membre de l'Agence européenne de défense.

T4
Effectifs militaires

	Personnel militaire (1)				Réserve	Évolution 2005-2016		Soldats pour 1 000 habitants
	2016	2015	2010	2005		Hommes	En %	
Allemagne	176 800	178 600	251 465	284 500	27 600	-107 700	-37,9	2,2
Autriche	21 350	22 250	25 900	39 900	146 000	-18 550	-46,5	2,5
Belgique	29 600	30 800	37 882	36 950	6 750	-7 350	-19,9	2,
Bulgarie	31 300	31 300	31 315	51 000	3 000	-19 700	-38,6	4,
Chypre	12 000	12 000	10 000	10 000	50 000	2 000	20	10
Croatie	15 550	16 550	18 600	20 800	nc	-5 250	-25,2	3,6
Danemark	16 600	17 200	18 707	21 180	45 700	-4 580	-21,6	3
Espagne	123 200	122 000	142 212	147 255	8 200	-24 055	-16,3	2,5
Estonie	6 400	5 750	5 450	4 934	12 000	+1 466	+29,7	5,1
Finlande	22 200	22 200	22 250	28 300	230 000	-6 100	-21,6	4
France	202 950	208 950	238 591	254 895	28 100	-51 945	-20,4	3
Grèce	142 950	142 950	138 936	163 850	220 500	-20 900	-12,8	13,3
Hongrie	26 500	26 500	29 626	32 300	44 000	-5 800	-18	2,
Irlande	9 100	9 100	10 460	10 460	2 630	-1 360	-13	1,8
Italie	174 500	174 500	184 609	191 152	18 300	-16 652	-8,7	2,8
Lettonie	5 310	5 310	5 745	5 238	7 850	+72	+1,4	2,7
Lituanie	17 030	16 400	10 640	13 510	6 700	3 520	26,1	6
Luxembourg	900	900	900	900	nc	0	0	1,5
Malte	1 950	1 950	1 954	2 237	180	-287	-12,8	4,7
Pays Bas	35 410	36 050	37 368	53 310	4 500	-17 900	-33,6	2,1
Pologne	99 300	99 300	100 000	141 500	nc	-42 200	-29,8	2,6
Portugal	29 600	32 850	43 340	44 900	211 950	-15 300	-34,1	2,
Rép. tchèque	21 950	21 700	23 441	22 272	nc	-322	-1,5	2,1
Roumanie	70 500	70 500	71 745	97 200	50 000	-26 700	-27,5	3,3
Royaume-Uni	152 350	154 700	178 470	216 890	81 350	-64 540	-29,8	2,4
Slovaquie	15 850	15 850	16 531	20 195	nc	-4 345	-21,5	2,9
Slovénie	7 250	7 600	7 600	6 550	1 500	+700	+10,7	3,7
Suède	29 750	29 750	21 070	27 600	nc	2 150	7,8	3
UE	1 498 150	1 513 510	1 684 807	1 949 778	1 206 810	-451 628	-23,2	2,9
États-Unis	1 347 300	1 381 250	1 563 996	1 546 372	865 050	-199 072	-12,9	4,2
Chine	2 183 000	2 333 000	2 285 000	2 255 000	510 000	-72 000	-3,2	1,6
Inde	1 395 100	1 346 000	1 325 000	1 325 000	1 155 000	+70 100	+5,3	1,1
Russie	831 000	798 000	1 046 000	1 027 000	2 000 000	-196 000	-19,1	5,8

Source. Military Balance 2006, 2011 et 2017

(1) Du personnel militaire sont exclus le personnel civil servant au sein des armées mais également les unités de type de la Gendarmerie en France ou des *Carabinieri* en Italie.

T5 Équipements militaires

	Chars de combat	Hélicoptères d'attaque	Hélicoptères de transport	Avions de combat	Porte-avions à propulsion nucléaire	Porte-avions à propulsion classique et aéronefs	Frégates et destroyers	Sous-marins à propulsion nucléaire	Sous-marins à propulsion classique	Drones (1)
Allemagne	306	42	177	217	0	0	15	0	6	129
Autriche	40	0	32	33	0	0	0	0	0	0
Belgique	0	0	24	88	0	0	2	0	0	13
Bulgarie	80	6	18	22	0	0	4	0	0	1
Chypre	134	11	2	0	0	0	0	0	0	0
Croatie	75	0	21	9	0	0	0	0	0	1
Danemark	34	0	13	44	0	0	3	0	0	0
Espagne	347	10	153	182	0	1	11	0	3	6
Estonie	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0
Finlande	120	0	29	107	0	0	0	0	0	11
France	200	55	267	414	1	3	23	10	0	31
Grèce	1 341	28	167	239	0	0	13	0	11	4
Hongrie	30	11	13	13	0	0	0	0	0	0
Irlande	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Italie	160	43	195	268	0	2	17	0	7	14
Lettonie	3	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0
Luxembourg	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Malte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays Bas	0	28	25	63	0	0	6	0	4	0
Pologne	985	28	111	98	0	0	2	0	5	0
Portugal	58	0	12	41	0	0	5	0	2	0
Rép. tchèque	123	17	30	48	0	0	0	0	0	0
Roumanie	437	0	36	53	0	0	3	0	0	0
Royaume-Uni	227	50	155	279	0	0	19	11	0	39
Slovaquie	30	15	7	23	0	0	0	0	0	0
Slovénie	14	0	8	9	0	0	0	0	0	0
Suède	129	0	48	97	0	0	0	0	5	8
UE	4 873	344	1 559	2 347	1	6	123	21	43	257
États-Unis	2 831	760	3 490	3 550	10	9	70	68	0	1 116
Chine	6 740	246	436	2 655	0	1	68	9	48	+ de 12
Inde	3 024	19	45	878	0	2	27	1	13	44
Russie	2 950	348	374	1 251	0	1	27	39	23	+ de 7

Source. Military Balance 2017

(1) Le Military Balance additionne dans catégorie les UCAV et les UAV.

T6
Opérations extérieures

	Nombre d'hommes engagés	Nombre d'opérations	Liste des opérations
Allemagne	4 070	14	STRATAIRMEDEVAC Allemagne, RSM, KFOR, UNMISS, UNAMID, Sea Guardian, UNIFIL, EUTM Mali, MINUSMA, Atlanta, EUTM Som, Sophia, OIR, Iraq (support formation), UNMIL Liberia, UNAMA, MINURSO (Sahara Ouest)
Autriche	1 016	18	EUFOR Althea, KFOR, UNIFIL Libanon, OSCE Arménie, OSCE SMMU Ukraine, AUTCON/DEU ORFBn und ORF Kosovo, RSM, Resolute Support Mission Afghanistan, EUSEC, MUNURSO, EUTM RCA, EUTM Mali, MINUSMA Mali, EUNAVFOR MED SOPHIA, RACVIAC Croatie, UNFICYP Chypre, UNTSO proche orient, EUMM Géorgie
Belgique	547	9	Resolute Support Mission, Programme de Partenariat Militaire RDC, EUTM Mali, MINUSMA, EUTM RCA, Flintlock, Operation Desert Falcon, Operation Valient Phoenix, OTAN Lituanie
Bulgarie	698	8	Althea, KFOR, EUMM Georgie, RSM, Atlanta, UNMIL, Active Endeavour (Otan Méditerranée), NTM-Irak
Chypre	1	1	EUNAVFOR Somalia (Op Atlanta)
Croatie	70	10	EULEX-Kosovo, FINUL, KFOR, MINURSO, MINUSTAH, MSUE, OMIK, OSCE BIH, EUPOLCOPS, UN MOGIP
Danemark	540 (1)	8	KFOR, UN-MISS, MINUSMA, Nato Ocean Shield, EUNAVFOR Somalia, Combined Maritime Forces, OIR, RSM
Espagne	nc	18	EUNAVFOR MED, EUMAM RCA, Golfo de Guinea, EUTM Somalie, Active Endeavour (OTAN), Ocean Shield (OTAN), EUTM Mali, OIR, AFISMA, EUCAP Nestor, EUNAVFOR Somalie, Déploiement missiles Patriot en Turquie (OTAN), Baltic Air Policing (OTAN), FINUL, RSM, Soutien Sénégal, Soutien Tunisie, MINUSCA
Estonie	nc	8	UNIFIL, UNTSO, MINUSMA, EUTM Mali, EUNAVFORMED, RSM, OIR, KFOR
Finlande	nc (2)	12	RSM, UNIFIL, KFOR, OIR, EUFOR Althea, EUTM Mali, MINUSMA, EUTM Somalie, EUNAVFOR Somalie, EUNAVFOR MED, UNMOGIP, UNTSO
France	+ de 6 150	15	CHAMMAL Iraq, FINUL Liban, BARKHANE Sahel, EUTM Mali, MINUSMA Mali, EUMAM RCA, MINUSCA RCA, CORYMBE Gulf de Guinée, MINURSO Sahara, MONUSCO, EUSEC RDCongo, FMO Sinai, ONUCI CEnduring Freedom /OEF, EUNAVFOR Somalie, EUNAVFOR MED
Grèce	457	12	EUNAVFOR Somalie, UNIFIL, Althea, KFOR, FYROM, RSM, Operation Active Endeavour, Operation Enduring Freedom, Standing NATO Maritime Group (SNMG-2), Standing NATO Mine Countermeasures Group 2 (SNMCMG-2), EUTM Mali, EUNAVFOR MED
Hongrie	382	13	EUBAM Moldavie-Ukraine, EUFOR Althéa, EULEX Kosovo, EUTM Somalie, FINUL, KFOR, UNMIK, MINURSO, OSCEBIH, EUMM Georgie, UNFICYP, EURM Mali, OMIK
Irlande	425	19	EUBAM Moldavie-Ukraine, EUFOR Althéa, EULEX Kosovo, FINUL, KFOR, MINURSO, MONUSCO, UNDOF, UNOCI, UNSTO, OSCEBIH, EUMM Georgie, UNFICYP, EUCAP Sahel-Niger, EUAM Ukraine, EUTM Mali, OMIK
Italie	6 900	29	Bosnia Herzegovina - NATO HQ Sarajevo, Afghanistan - RS, Mediterranean Sea – Operation Sea Guardian and NATO Naval Forces, EUNAVFOR Somalie, Ocean Shield (OTAN), Fyrom, KFOR, NATO Support to Turkey, MINUSMA, UNIFIL, UNFICYP, EUPOL Afghanistan, EULEX Kosovo, EUTM Mali, EUCAP Nestor, EUTM Somalie, EUCAP Sahel Mali, Mediterraneo Centrale - Joint Operation Triton, EUFOR Althea, EUNAVFOR - Med, Egitto - MFO, Operation "Prima Parthica", Hebron - TIPH 2, Libano - MIBIL, Malta - MICCD, E.A.U. - Al Bateen - Task Force Air, Operation Ippocrate, Palestina - MIADIT 6, Somalia - MIADIT 7

(1) Les effectifs engagés dans les missions Ocean Shield, EUNAVFOR Somalia et Combined Maritimes Forces ne sont pas connus.

(2) La loi finlandaise interdit que plus de 2 000 soldats participent à des opérations extérieures en même temps.

	Nombre d'hommes engagés	Nombre d'opérations	Liste des opérations
Lettonie	51	10	nc
Lituanie	184	6	EUNAVFOR MED, KFOR, EUTM Mali, MINUSMA, EUNAVFOR Somalie, RSM
Luxembourg	27	5	EULEX Kosovo, KFOR, EUCAP Sahel Niger, EUTM Mali, EUCAP Sahel Mali
Malte	17 ⁽¹⁾	7	EUNAVFOR Somalie, EUTM Somalie, EUFOR Libye, EUBAM Rafah, EUMM Georgie, OSCE operations (not precised), UNIFIL
Pays Bas	933	17	MINUSMA, Coalition against IS. RSM, EUNAVFOR Somalia, eFP OTAN Lituanie, UNMISS, Bahrein Combined maritime forces, EU BAM Raffah, United States Security Coordinator (USSC) Ramallah, UNDOF, EULEX Kosovo, UNTSO, FSE Mirage Bahrein, EUBAM Lybie, EUTM Mali, UNMAS Mali, EUTM Somalie
Pologne	3 500	14	RSM, KFOR, EUFOR Althea, EUMAM RCA, Operation Active Endeavour, Baltic Air Policing, EUTM Mali, autres
Portugal	248	9	EULEX Kosovo, EUTM Somalie, KFOR, UNAMA, OMIK, OSCE BIH, EUPOL COPPS, EUTM Mali, MINUSMA
Rép. tchèque	532 ⁽²⁾	15	EUNAVFOR Somalie, EUFOR Althea, EUTM Mali, EUNAVFOR MED, RSM, KFOR, OIR, MINUSMA, UNDOF, MONUSCO, UNMIK, UNAMA, MINUSCA, MFO Sinai, Field Surgical Team (Iraq)
Roumanie	241	21	EUBAM Moldavie Ukraine, EUFOR Althea, AUPOL Afghanistan, EUTM Somalie, EUMM Georgie, EUPOL COPPS, EuTM Mali, EUCAP Sahel Mali, EUAM Ukraine, KFOR, UNAMA, UNMIK, UNMIL, UNMISS, MINUSTAH, MONUSCO, UNOCI, UNFICYP, MINUSMA, OMIK, OSCEBIH
Royaume-Uni	+ de 4 000	20	OIR, RSM, eFP Estonie, Support to Poland (NATO), AMISOM, MINUSS, Baltic Air Policing, Mediterranean activities (not precised), Training Nigerian armed forces
Slovaquie	219	9	EUBAM Moldavie Ukraine, EUFOR Althea, EUMM Georgie, EUPOL COPPS, EULEX Kosovo, UNFICYP, UNTSO, OMIK, OSCEBIH
Slovénie	297	11	RSM, Nato Joint enterprise (B&H), KFOR, Nato Joint Enterprise (Macedonia), Nato Joint Enterprise (Serbia), EUFOR Althea, EUTM Mali, UNIFIL, UNTSO, EUNAVFOR MED, OIR
Suède	350	13	RSM, EUFOR Althea, MONUSCO, Heavy Airlift Wing, (HAW), UNMOGIP, OIR, Heavy Airlift Wing, (HAW), KFOR, EUTM Mali, MINUSMA, UNTSO, EUTM Somalie, UNMISS
UE	5 000	16	ALTHEA/BIH, EU NAVFOR Somalia, EUAM Ukraine, EUBAM Libya, EUBAM Moldova and Ukraine, EUBAM Rafah, EUCAP Somalia, EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger, EULEX Kosovo, EUMM Georgie, EUNAVFOR MED, EUPOL COPPS/Palestinian Territories, EUTM RCA, EUTM Somalia, EUTM-Mali
OTAN	18 000	7	RSM, KFOR, Sea Guardian (Med), Ocean Shield, Appui à l'AMISOM, Soutien aux Force africaine en attente (FAA) de l'UA, Police du ciel (Slovénie, Albanie, Baltique etc.)

Sources. Ministères de la défense, questionnaires Institut Thomas More, www.operationspaix.net, Union européenne, OTAN

(1) Ne comprend pas la contribution aux missions OSCE et ONU.

(2) Ne comprend pas la contribution à la mission EUFOR Althea.

Deuxième partie.

Analyse comparative

Les Européens ne consacrent que 1,2% de leur PIB à la défense

T1 Avec un budget cumulé de 228 milliards de dollars en 2016, les Européens ne dépensent pas plus de 1,2% de leur PIB à la défense. De fait, à partir du début des années 1990 et le changement de donne stratégique consécutif à la chute de l'Union soviétique, les pays européens ont réduit drastiquement leurs budgets de défense : de 503 milliards de dollars en 1990, ils sont passés à 285 milliards en 2000, soit une baisse de près de 42,7% en dix ans. Le 11 septembre 2001 et ses conséquences ont certes provoqué un nouveau cycle haussier pendant quelques années. La crise de 2008 y a mis fin et a conduit à une nouvelle baisse sensible des budgets des pays d'Europe de l'ouest (-30 milliards entre 2008 et 2014), compensées pour partie seulement par la hausse observée en Europe centrale et orientale (+20 milliards sur la même période) **(1)**.

Depuis maintenant deux ans, les budgets repartent à la hausse sous l'effet conjugué de l'annexion de la Crimée par la Russie et de l'accélération des actions terroristes qui frappent nos pays. Ainsi la France a-t-elle décidé un effort de 3,8 milliards d'euros supplémentaires sur la période 2015-2019. Sur la même période, l'Allemagne prévoit un effort de 8 milliards, soit une hausse de 6,2% **(2)**. La Suède a pris l'engagement d'une hausse de son budget de 11% entre 2015 et 2020 **(3)**. Mais c'est la Pologne qui est la plus volontaire, avec un accroissement de 75% de son budget sur la décennie 2005-2015 **(4)** et un vaste programme d'investissements militaires de 35 milliards d'euros sur dix ans.

Budgets défense 2016

	Milliards \$	% du PIB		Milliards \$	% du PIB
	52,5	1,8		604	3,3
	47,2	1,9		145	1,3
	38,3	1,1		51,1	2,3
	22,3	1,2		46,6	3,7
	228,1	1,2			

Source | Military Balance 2017

(1) En dollar constant 2015. Voir SIPRI, *Military expenditure by region in constant US dollars, 1988–2016, 2017*.

(2) Deanne Corbett, « Germany To Boost Defense 6.2% Over 5 Years », *DefenseNews*, 20 mars 2015.

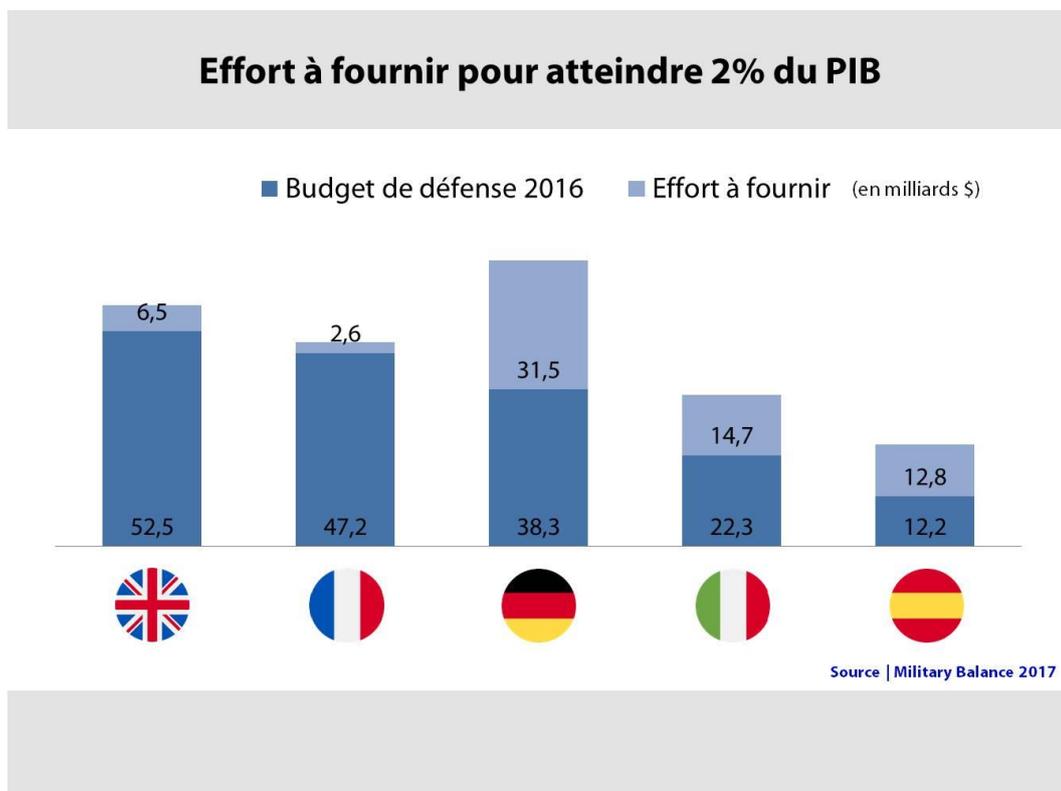
(3) Government offices of Sweden, « The Swedish Defence Bill 2016-2020 », 8 mai 2015.

(4) La baisse entre le budgets 2015 et 2016 est due à une dépréciation de la monnaie polonaise, le zloty, par rapport au dollar mais aussi au fait que 2015 a été une année exceptionnelle en terme de dépense de défense, après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

Mais ces augmentations restent bien modestes en comparaison de celles d'autres puissances. En onze ans, la Chine a plus que quadruplé son budget de défense, passant de 29,5 à 145 milliards de dollars. La Russie est passée de 18,9 milliards de dollars en 2005 à 46,6 milliards en 2016. L'Inde a vu, elle, son budget passé de 22 milliards de dollars à 51,1 milliards de dollars dans la même période. Quant aux États-Unis, ils dominent toujours avec un budget passé de 505,8 à 604 milliards de dollars malgré une baisse conséquente de ressources sous l'administration Obama – que semble vouloir corriger le président Trump en annonçant une hausse du budget annuel de 54 milliards de dollars **(1)**.

Un effort à produire de 98 milliards d'euros par an pour atteindre le seuil de 2% du PIB

Avec 1,2% de leur PIB consacré à la défense, les Européens sont loin du niveau minimum de 2% recommandé par l'OTAN. Notons que ce niveau, décidé à l'occasion du sommet de Newport au pays de Galles en septembre 2014, n'est pas une « exigence » de l'alliance mais un engagement de ses membres **(2)**. Si les Européens décidaient réellement d'atteindre cet objectif, l'effort collectif à fournir serait de 110 milliards de dollars par an, soit 98 milliards d'euros...



(1) M. Shear et J. Steinhauerfeb, « Trump to Seek \$54 Billion Increase in Military Spending », *The New York Times*, 27 février 2017.

(2) OTAN, *Déclaration du sommet du Pays de Galles*, 5 septembre 2014.

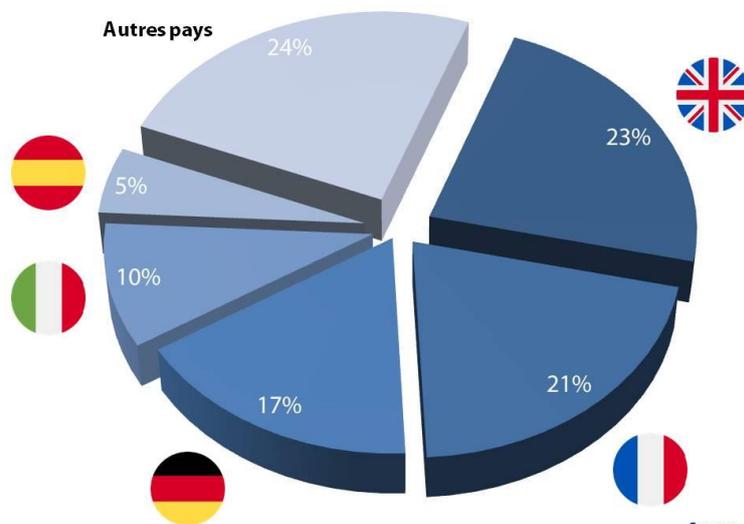
T1 Cet effort ne serait pas de même ampleur pour tous les pays. Ainsi l'Allemagne serait-elle le pays qui aurait la plus importante augmentation à réaliser (31,5 milliards de dollars) pour atteindre le seuil de 2%. Derrière elle, l'Italie et l'Espagne auraient à consentir un effort de 14,7 et 12,8 milliards de dollars par an. Le Royaume-Uni aurait à augmenter son budget de 6,5 milliards de dollars. La France, elle, ne devrait augmenter son budget que de 0,1%, ce qui représenterait 2,6 milliards de dollars.

En 2016, seules la Grèce (2,4%) et l'Estonie (2,1%) sont en conformité avec l'engagement de Newport. La Pologne l'atteint presque avec un effort à produire de 0,06% de son PIB, soit un peu moins de 300 millions de dollars.

Une dépense de défense très concentrée et au rendement faible

T1 Cinq pays – le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne – représentent plus de 75% des dépenses européennes de défense. A eux seuls, le Royaume-Uni et la France assument près de 45% de ces dépenses.

Part des dépenses de défense dans le total des dépenses européennes en 2016



Source | Military Balance 2017

Si l'on entre dans le détail de ces dépenses, on constate assez naturellement que le premier poste est celui des dépenses de personnel. La France y consacre 47,9% de ses dépenses (21,2 milliards de dollars), l'Allemagne 48,3% (20,2 milliards) et le Royaume Uni 34,8% (19,76 milliards). L'Italie se distingue de ses partenaires avec une dépense de personnel extrêmement lourde, de 69,2% du total (15,3 milliards d'euros) – elle se trouve ainsi très au-delà de la recommandation de l'OTAN qui fixe un maximum de 50% du total consacré aux dépenses de personnel **(1)**.

T2

Concernant l'équipement, c'est cette fois l'Allemagne qui, avec seulement 12,2% de ses dépenses (5,1 milliards de dollars) se trouve très loin de la directive de l'OTAN qui fixe un objectif de 20% de dépenses d'équipement **(2)**. L'Italie y est tout juste avec 20,24% (4,5 milliards). La France et le Royaume-Uni sont à l'objectif, avec 24,5% (10,8 milliards) pour la première et 22,6% (12,8 milliards) pour le second – mais cette différence s'explique notamment, pour les deux pays, par les dépenses liées à l'arsenal nucléaire **(3)**.

À titre de comparaison relative, rappelons que les États-Unis dépensent environ 150 milliards d'euros (166 milliards de dollars) pour leurs équipements chaque année... A quoi s'ajoute que ces dépenses restent nationales. Comme le dit Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union Européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, « *les dépenses militaires des Européens sont deux fois inférieures à celles des États-Unis. Et compte tenu de leur fragmentation, leur rendement équivaut à 15% des dépenses américaines* » **(4)**.

Une R&D européenne insuffisante, éparpillée et en retard

Selon l'Agence Européenne de Défense (AED), les dépenses de R&D de ses États membres s'élevaient à 8,8 milliards d'euros en 2014, dernière année disponible **(5)**. À titre de comparaison, les États-Unis y ont consacré environ 76 milliards d'euros en 2016 **(6)**. Presqu'un rapport de un à neuf... À ce rythme, les industries européennes de défense seront vite déclassées, avec des retombées lourdes de conséquences pour les armées de nos pays mais aussi pour les exportations d'armements.

T3

Pour prendre la mesure du risque de décrochage, arrêtons-nous sur l'exemple des UAV (*Unmanned aerial vehicle*), communément appelés les drones. Le *Predator* américain a effectué ses premières opérations de reconnaissance dès les années 1990. Le *MQ-1 Predator*, équipé de missiles, entra en service dès 2002 et fut le principal drone d'attaque pour les opérations américaines en Afghanistan et au Pakistan dans les années qui suivirent **(7)**. Les Européens, pour l'heure, ne disposent quant à eux

(1) Robert Czulda et Marek Madej. *Newcomers no more? Contemporary NATO and the future of the enlargement from the perspective of 'Post-Cold War' members*, OTAN, Varsovie, 2015, p.80.

(2) OTAN, *Communiqué du Sommet de Varsovie*, 9 juillet 2016.

(3) Le budget de la dissuasion française s'élève à 3,6 milliard d'euros (hors pensions). Voir Ministère de la défense, *Chiffres clés de la défense 2016*, septembre 2016. Quant au budget de la dissuasion britannique, on peut l'estimer à 2,5 milliards d'euros environ puisque, selon le ministère de la Défense, il représente 6% des dépenses totales de défense du pays. Voir Ministry of Defence, *Defence budget increases for the first time in six years*, 1er avril 2016.

(4) Federica Mogherini, « Diplomatie européenne : l'importance d'être constant », *Politique internationale*, n°154, hiver 2016-2017.

(5) Les 28 pays membres de l'Union européenne sauf le Danemark.

(6) 80 milliards de dollars. Voir Camille Lefort, *Le budget Recherche et Développement (R&D) de l'année fiscale 2016*, France Science, 22 janvier 2016.

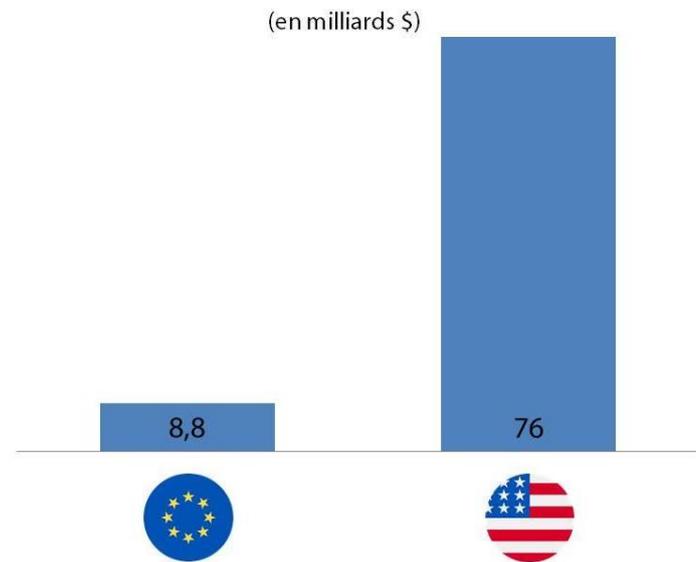
(7) Industrie et Technologie, *Avenger : le drone militaire de tous les records*, février 2014.

toujours pas de matériels propres et sont dépendants de fournisseurs américain ou israélien (1). Les projets les plus avancés, le *nEUROn* de Dassault (dont le premier vol d'essai n'a eu lieu qu'en 2012) et le *Raptor* de BAE Systems (dont le premier vol d'essai n'a eu lieu qu'en 2013), ont été fusionnés dans le cadre d'un accord de partenariat franco-britannique signé en 2014 et confirmé en 2016 (2). Cela va dans le bon sens mais le drone européen (UCAS, *Unmanned Combat Air System*) ne devrait être opérationnel qu'à l'horizon 2025 (3).

S'il est évident que les moyens consacrés à la R&D sont insuffisants en soit, leur rendement est encore affaibli par leur éparpillement : le Royaume-Uni qui, à lui seul, représente 42,7% des dépenses totales, ne dépense que 3,7 milliards d'euros ; suivent la France, qui représente 40,5% (3,5 milliards), puis l'Allemagne avec 9,6% (846 millions). La même remarque vaut pour la R&T, à

laquelle les pays européens consacrent moins de 2 milliards d'euros par an... C'est pour répondre à cette situation que la Commission européenne a adopté en novembre 2016 un « Plan d'Action pour la Défense », qui crée un fonds européen de la défense. Ce fonds doit aider à financer « la recherche collaborative dans les technologies de défense novatrices telles que l'électronique, les métamatériaux, les logiciels cryptés ou la robotique ». Si la direction est bonne, les moyens mobilisés restent mineurs : 25 millions en 2017, 90 millions en 2020 et un objectif affiché de 500 millions sans échéance (4).

Dépenses de R&D 2016



Source | Agence européenne de défense

Près d'un quart de soldats en moins en 10 ans

T4

En dix ans, les effectifs des armées européennes ont fondu de 451 000 hommes, soit une baisse de 23%. Les principaux contributeurs à cette baisse sont les armées allemande (107 700 postes supprimés, -37%), britannique (64 540 postes supprimés, -30%), française (51 945 postes supprimés, -20%) et polonaise (42 200 postes supprimés, -30%). A eux quatre, ces pays représentent 59% du total des suppressions de postes.

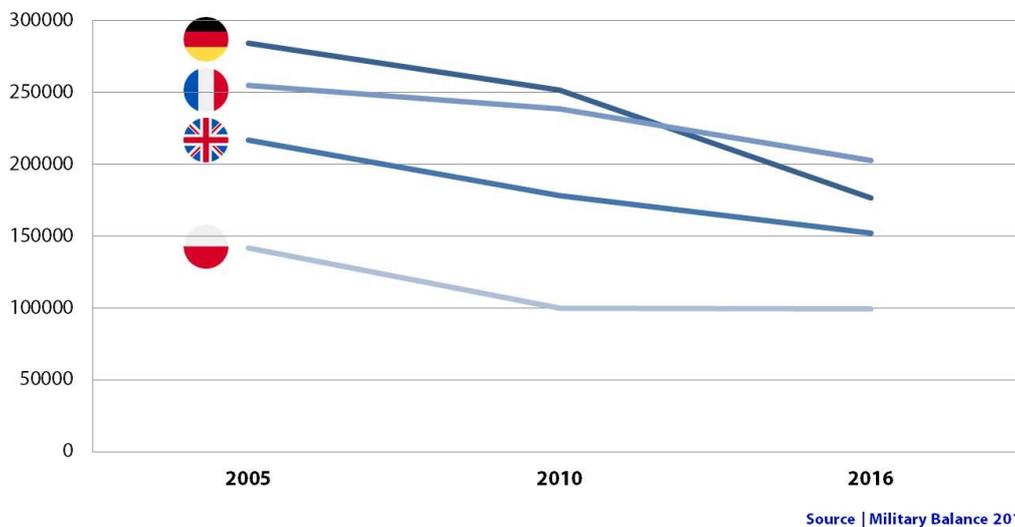
(1) Jean-François Guilhaudis, « Armements et transferts », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, n°5, octobre 2016.

(2) Pierre Tran, *France, UK To Invest £1.5 Billion in Combat Drone*, *DefenseNews*, 5 mars 2016.

(3) *Airforce-technology.com, Future Combat Air System: UK and France move ahead*, 17 mai 2016.

(4) Commission européenne, « Plan d'action européen de la défense : vers un Fonds européen de la défense », 30 novembre 2016.

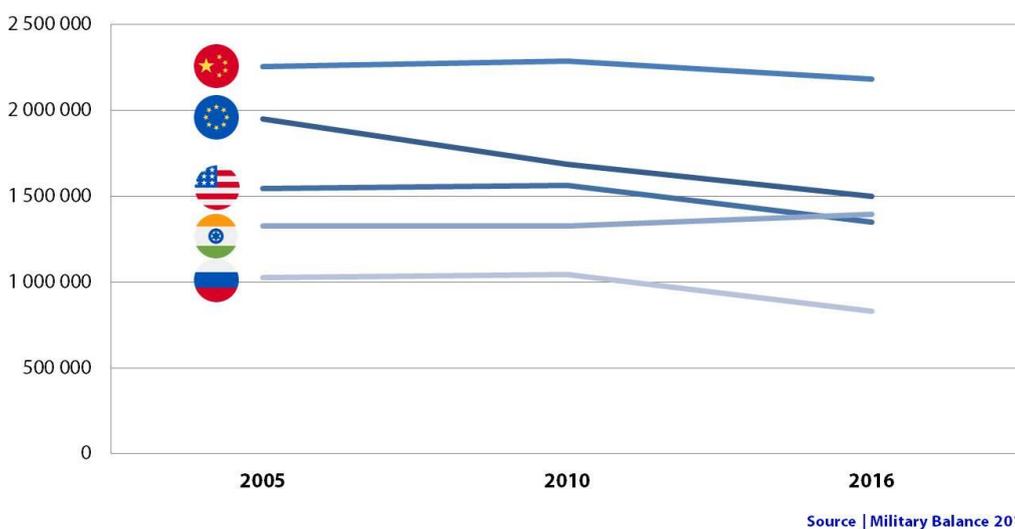
Les quatre principales baisses d'effectifs en Europe 2005-2016



Dix-huit autres pays ont également réduit leurs effectifs. Seuls six pays les ont accrus sur la même période: la Lituanie (3 520 postes créés, +26%), la Suède (2 150 postes créés, +8%), Chypre (2 000 postes créés, +20%), l'Estonie (1 466 postes créés, +30%), la Slovénie (700 postes créés, +11%) et la Lettonie (72 postes créés, +1,4%) – pas plus de 10 000 nouveaux postes au total...

T4

Evolution des effectifs 2005-2016

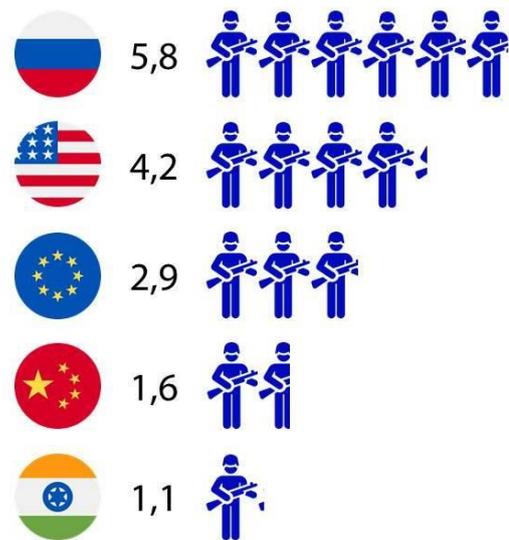


Cette baisse continue et forte des effectifs militaires s'explique bien sûr par le changement de paradigme en Europe après la chute de l'Union soviétique, l'abandon progressif de la conscription (1) et la professionnalisation des armées. Mouvement qui s'observe parmi les autres puissances puisque, sur la même période, les effectifs de l'armée américaine ont fondu de 199 000 hommes (-13,5%), ceux de l'armée russe de 196 000 hommes (-19%) et ceux de l'armée chinoise de 72 000 hommes (-3,2%). Seule l'Inde accroît ses effectifs de 70 000 hommes (+5,29%).

Mouvement général donc mais plus intense en Europe qu'ailleurs : la baisse des effectifs est en effet deux fois plus rapide chez nous qu'aux États-Unis ou en Russie et plus de six fois plus rapide qu'en Chine... Rapportée à la population, la tendance est la même : on ne compte en Europe que 2,9 soldats pour 1 000 habitants. Si l'Inde n'en compte que 1,1 et la Chine 1,6, la Russie est à 5,8 et les États-Unis à 4,2.

Ce dernier point amène à se demander si les Européens ne sont pas allés trop loin dans la baisse de leurs effectifs militaires. C'est clairement ce qu'affirme le général Pierre de Villiers, chef d'état-major de l'armée française, qui explique que le modèle d'armée français est « érodé par le niveau d'engagement » de ses forces à la fois sur le territoire national avec l'opération Sentinelle mais aussi en opérations extérieures (2). C'est ce qui explique la décision prise, en 2015, de faire de nouveau monter en puissance la Force opérationnelle terrestre (FOT), dont les effectifs sont en train de passer de 66 000 à 77 000 hommes. Le même constat est dressé par le ministre allemand de la Défense, Ursula von der Leyen, qui constate que « la Bundeswehr est sollicitée comme jamais auparavant », ce qui amène l'Allemagne à accroître cette année ses effectifs pour la première fois depuis la fin de la Guerre froide (3).

Nombre de soldats pour 1 000 habitants



Source | Military Balance 2017

(1) La conscription a été supprimée (ou suspendue) en Belgique en 1992, aux Pays-Bas et en France en 1996, en Espagne en 2001, en Italie en 2006 et en Allemagne en 2011. Il est à noter que la Suède, qui l'avait supprimée en 2010, la rétablit à compter du 1^{er} janvier 2018, compte tenu du réarmement de la Russie voisine.

(2) Général Pierre de Villiers, « Le prix de la paix », *Politique Internationale*, n°154, hiver 2016-2017.

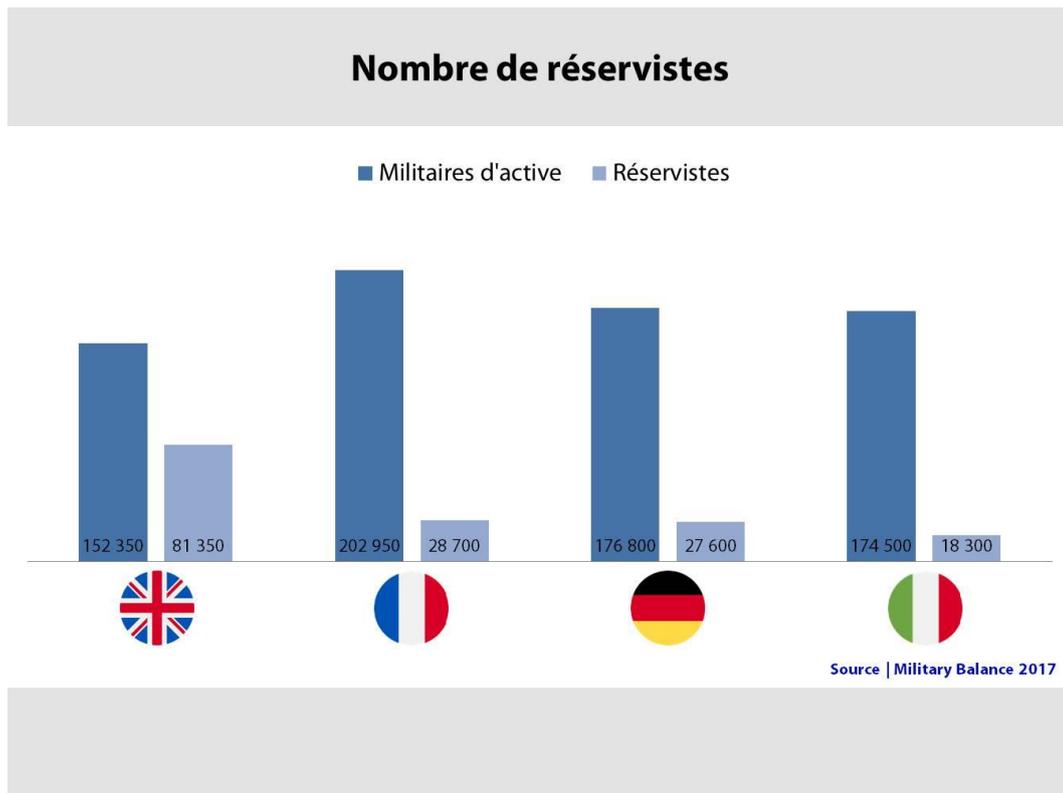
(3) Berlin décide une hausse de ses effectifs militaires plus importante que prévu, *Zone militaire-Opex360*, 22 février 2017.

Des réservistes en nombre souvent insuffisant

Une autre difficulté est soulevée par la question de la réserve. L'existence d'une réserve opérationnelle et solide, capable d'appuyer l'effectif militaire en cas de crise, est l'indispensable accompagnement de la professionnalisation de l'armée. La France ne peut compter aujourd'hui que sur une réserve de 28 100 hommes (ce qui équivaut à 13,85% des effectifs militaires actifs). Dans un contexte marqué par une très forte mobilisation des effectifs dans le cadre de ses opérations extérieures et de l'opération « Sentinelle », ce chiffre est notoirement insuffisant (1). Pour mémoire, il est bien loin des ambitions des 100 000 réservistes fixées par la Loi de programmation militaire 1997-2002, qui engageait la professionnalisation de l'armée française.

Si l'on regarde les autres principaux pays européens, on constate que l'Allemagne (avec 27 600 réservistes, ce qui équivaut à 15,6% des effectifs militaires actifs) et l'Italie (18 300 réservistes, 10,5%) ont un niveau comparable à celui de la France. Seul le Royaume-Uni se distingue par une réserve forte de 81 350 hommes (ce qui équivaut à 53,4% de ses effectifs militaires) – ce qui le rapproche du modèle des États-Unis qui comptent 865 050 réservistes (ce qui équivaut à 64,2% de leurs effectifs militaires actifs).

T4



(1) Jean-Marie Bockel et Gisèle Jourda, « Garde nationale » : une réserve militaire forte et territorialisée pour faire face aux crises, Sénat, Rapport d'information n° 793, juillet 2016.

Notons que d'autres pays européens, pour des raisons historiques particulières, peuvent se targuer d'une réserve abondante. Ainsi la Finlande dispose-t-elle d'une réserve de 230 000 hommes (ce qui équivaut à plus de dix fois les effectifs d'active), le Portugal d'une réserve de 211 950 hommes (sept fois les effectifs d'active) et l'Autriche de 146 000 réservistes (près sept fois les effectifs d'active) : une politique inverse à celle de la France par exemple, avec des armées de taille réduite et peu employées mais la possibilité de mobiliser une force importante en cas de crise. On peut souligner également le cas de la Grèce qui dispose à la fois d'une armée de plus de 142 000 hommes (soit 13,3 soldats pour 1 000 habitants contre une moyenne européenne de 2,9) et d'une réserve de plus de 210 000 hommes, ce qui s'explique par la rivalité historique avec la Turquie et le problème de Chypre.

Des armées qui peinent à recruter

Si les effectifs repartent à la hausse dans les prochaines années, ce que la situation requiert, il ne faut pas sous-estimer les difficultés que rencontrent les armées pour recruter et fidéliser leurs hommes, tant au niveau du rang que des officiers. Les contraintes et les risques du métier des armes, les débouchés professionnels à l'issue de la période d'engagement et, parfois, l'image même des armées en détournent nombre de jeunes.

A certains égards, la France fait figure d'exception. Les attentats ont eu l'effet d'un électrochoc. Alors qu'avant 2015, 100 à 150 jeunes prenaient contact chaque jour avec les services de recrutement, ce chiffre est passé à 400 après les attentats de janvier 2015 puis à 1 500 après ceux de novembre. Alors que le nombre de candidatures était passé d'un peu plus de 100 000 en 2006 à un peu moins de 75 000 en 2014, il est reparti à la hausse en 2015 avec plus de 88 000 postulants **(1)**. Pour autant, les autorités militaires confirment que le recrutement reste difficile car, comme le rappelle le général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de Terre, les salaires (du niveau du SMIC pour les moins gradés) ne sont pas très motivants et les soldats passent jusqu'à deux cent cinquante jours par an en missions (OPEX et OPINT). À cela s'ajoute la crainte d'une reconversion difficile après la période d'engagement. Il y a donc un grand chantier de fidélisation des hommes à l'institution militaire, conçue comme « *l'indispensable complément du recrutement* » **(2)**.

Ces difficultés, l'armée allemande les connaît bien. Un rapport parlementaire récent indique par exemple que 48% des postes d'agents de service administratif cherchent preneur dans certains régiments ou que, dans la marine, 55% sur les postes de sous-officiers spécialisés dans la guerre électronique restent vacants – compétences pour lesquelles les salaires sont bien meilleurs dans le privé **(3)**. Mais, en Allemagne, c'est l'image de l'armée et de la chose militaire elle-même qui constitue le principal obstacle : selon un sondage de 2013, seuls 39% des 15-24 ans ont une image positive de l'armée – chiffre qui grimpe à 56% chez les jeunes hommes ayant un faible niveau de diplôme mais plafonne à 35% chez les plus diplômés **(4)**. Image qui risque d'être encore écornée par de récents scandales qui font beaucoup de bruit outre-Rhin en ce printemps 2017 : arrestation de plusieurs

(1) Haut Comité d'évaluation de la condition militaire, *Revue Annuelle de la condition militaire 2016*, octobre 2016.

(2) *Sentinelle oblige, le dispositif de préparation opérationnelle de l'armée de Terre va évoluer*, Zone militaire-Opex360, 13 novembre 2015.

(3) Deutscher Bundestag, *Jahresbericht 2016 (58. Bericht). Unterrichtung durch den Wehrbeauftragten*, 24 janvier 2017.

(4) Björn Müller, *Wirdgeprüft: Bundeswehr-Rekrutierungsaufgabe EU-Bürger ausdehnen*, Offiziere, 8 février 2016.

soldats qui projetaient des attentats ayant pour but d'en faire porter la responsabilité à des réfugiés, découverte de souvenirs et de symboles de la *Wehrmacht* dans des casernes et limogeage du général en charge de l'instruction au sein de la *Bundeswehr* après un rapport mettant en lumière des pratiques anormales dans une caserne...

En Italie aussi, l'armée souffre d'une image assez dégradée et peine à recruter (1). Les salaires et les conditions de vie des soldats, notamment en opérations extérieures, sont mis en avant pour expliquer cette désaffection. Au point que, tout comme les Allemands, les Italiens ont ouvert leur campagne de recrutement aux autres citoyens européens... De fait, les démissions croissent d'année en année et le recrutement se fait difficilement : de 32 825 en 2005, on est descendu à 10 838 recrutements en 2015, soit une baisse de deux-tiers en dix ans. Dès lors, il n'est pas étonnant de voir l'âge moyen augmenter, passant de 33 ans en 2005 à 38 ans en 2015 dans la marine et de 38 ans à 41 ans dans l'armée de l'air entre 2010 et 2015 (2). Ces problèmes ont été identifiés par le *Livre blanc* italien de 2015, qui propose de rendre les métiers de la défense plus attractifs et plus motivants pour les jeunes en développant la logique de carrière et de facilitation des reconversions (3).

Logique déjà largement mise en œuvre par le Royaume-Uni, notamment pour les nouveaux métiers de la défense. Le gouvernement a ainsi créé des parcours particuliers pour former des experts en cyber-défense et signé des conventions avec des établissements scolaires pour former 50 000 apprentis entre 2015 et 2020 (4). Pour autant, l'armée britannique rencontre elle aussi des difficultés pour le recrutement, notamment celui des réservistes. En 2013 et 2014, sur un objectif total de 6 000 postes, seuls 2 000 ont été pourvus. Plus globalement, sur 9 000 recrutements de soldats d'active planifiés, seuls 6 000 ont été réalisés (5). Sur la dernière année écoulée, le taux de recrutement est en baisse de 3,1% par rapport aux douze mois précédents (6). Autre inquiétude : le chiffre des démissions volontaires, qui s'est élevé à près de 7 500 en 2016 pour la seule armée de terre (*British Army*) qui compte 86 000 hommes... Les raisons invoquées sont principalement l'incertitude de la carrière à moyen et long terme du fait des coupes budgétaires récurrentes et le risque de plus en plus lourd d'accusation de crimes de guerre pour les soldats engagés sur les théâtres extérieurs (7).

(1) NBC News, 'Be Cool' Italian Navy Recruitment Campaign Prompts Outrage, 25 février 2015.

(2) Données Stato Maggiore della Difesa, septembre 2016.

(3) Ministero della Difesa, *Libro Bianco per la sicurezza internazionale e la difesa*, juillet 2015.

(4) Ministry of Defence, *National Security Strategy and Strategic Defence and Security Review 2015*, novembre 2015.

(5) Joe Shute et Mark Oliver, « Why Britain's Armed Forces are shrinking by the day and does it really matter? », *The Telegraph*, 25 juin 2014.

(6) Ministry of Defence, *UK Armed Forces Monthly Service Personnel Statistics 1 December 2016*, 19 janvier 2017.

(7) Marco Giannangeli. « Britain's shame: Thousands of soldiers quit the army as morale hits historic low », *The Daily Express*, 20 mars 2017.

Des armées sous-équipées

En 2015, le magazine britannique *The Spectator* faisait scandale en affirmant que l'armée de Sa Gracieuse Majesté n'était plus capable de faire face à un « *conflit majeur* » et qu'elle avait perdu un tiers de ses capacités en cinq ans seulement (1). À la même époque, un rapport du Parlement suédois estimait que le pays ne pouvait « *gérer qu'une attaque armée modeste sur une période de temps limitée et dans une zone restreinte de la Suède* », confirmant les propos du chef d'état-major Sverker Goranson, qui avait évalué en 2013 la capacité de défense du pays à une semaine en cas d'attaque russe (2).

T5

Un premier regard global montre l'étendue de la baisse du niveau d'équipement des armées européennes, en dix ans, qu'il s'agisse des chars de combat (-61%), des hélicoptères d'attaque (-52%), des avions de combat (-30%), des frégates ou des destroyers (-15%) ou des sous-marins qu'ils soient à propulsion nucléaire (-16%) ou à propulsion classique (-22%).

Baisse du niveau d'équipement en Europe 2005-2016



Chars de combat
- 61%



Frégates et destroyers
- 15%



Hélicoptères d'attaque
- 52%



Sous-marins à propulsion nucléaire
- 16%



Avions de combat
- 30%



Sous-marins à propulsion classique
- 22%

Source | Military Balance 2017

Bien sûr, certaines de ces baisses sont à mettre en rapport avec le changement de la nature des conflits auxquels nos pays sont confrontés. La réduction du nombre de chars de combat s'explique aisément par la disparition, après 1991, de la menace soviétique qui pesait sur les territoires des Alliés européens. L'Allemagne qui possédait encore 2 200 chars de combat en 2005 n'en a plus que 306 ; la France est passée de 926 à 200 unités, le Royaume-Uni de 543 à 227. La Pologne, qui craint toujours son voisin russe, a au contraire légèrement accru son effectif (de 945 à 985).

(1) Con Coughlin, « Britain's armed forces no longer have the resources for a major war », *The Spectator*, 7 novembre 2015.

(2) Swedish NAO, *The Armed Forces. A challenge for the Government*, 2014 et Anders Linders, *And if things heat up as early as tomorrow?*, Axess, s.d.

Mais si l'on se penche du côté des équipements rendus indispensables par les conflits auxquels nous avons à faire face, notamment sur les théâtres d'opérations extérieurs et, bientôt peut-être, sur les mers, le constat est souvent inquiétant. Par exemple, aujourd'hui, seule la France possède un porte-avions à propulsion nucléaire (CVN, *Aircraft Carrier, Nuclear-powered*), l'Italie ne possédant qu'un porte-aéronefs à propulsion classique. Le Royaume-Uni ne disposera à nouveau de porte-avions qu'en 2020. Seules la France, l'Italie et l'Espagne possèdent en outre des porte-aéronefs de type LHD (*Landing Helicopter Dock*). Cela ne pèse pas très lourd en comparaison de la flotte américaine qui compte dix porte-avions (et peut-être bientôt douze, selon l'engagement du président Trump en mars dernier), à la capacité bien supérieure en tonnage et en nombre d'appareils. Si la Chine n'en possède que deux à ce jour, elle prévoit de se doter à terme de quatre porte-avions (1).

Constat similaire du côté des sous-marins. Seuls la France et le Royaume-Uni possèdent des appareils à propulsion nucléaire, respectivement dix et onze. Ces chiffres sont à comparer aux soixante-huit sous-marins américains et aux trente-neuf russes. La Chine, elle, n'en possède que neuf mais a déjà doublé sa flotte depuis 2005... Du côté des sous-marins à propulsion classique, les quarante-trois appareils européens sont répartis entre huit pays : l'Allemagne, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et la Suède. La Chine en aligne quarante-huit et la Russie vingt-trois. Les contraintes budgétaires qui pèsent sur les pays européens n'annoncent pas des jours faciles : ainsi le ministre espagnol de la Défense a-t-il récemment annoncé que, sur les quatre sous-marins qui avaient été commandés pour renouveler la flotte, un seul pouvait être payé en l'état actuel des finances nationales (2).

T5

Autre exemple : les drones, qui sont une arme désormais majeure et dont la possession et la maîtrise constituent un bon indicateur de la capacité d'adaptation et de modernisation d'une force armée. On a déjà noté que les Européens ne disposeront d'appareils en propre qu'en 2025. En attendant, les États-Unis disposent d'une flotte de 1 116 drones, les armées européennes de seulement 257 appareils (dont 129 pour l'Allemagne). Si les données disponibles dans le *Military Balance* sont incertaines pour la Chine (comme pour la Russie), on sait que le pays est très avancé avec le Wing Loong II, drone de moyenne altitude et de longue endurance (MALE), qui a réussi son premier test en février 2017. Ce succès fait de la Chine le deuxième pays au monde à être capable de construire un drone armé d'altitude de croisière MALE dans ce gabarit (3).

Ces exemples permettent de prendre la mesure de l'insuffisance des équipements des armées européennes, risquant ainsi d'un authentique trou capacitaire pour l'entraînement et, surtout, les missions opérationnelles. En 2016, seuls huit pays atteignent l'objectif de 20% des dépenses de défenses consacrés à l'acquisition d'équipements (4). Comme nous l'avons déjà noté, un pays comme l'Allemagne, pourtant l'un des quatre plus gros budgets européens, ne consacre que 12% de celui-ci à des acquisitions.

(1) Jean-Sylvestre Mongrenier, *La France a-t-elle besoin d'un deuxième porte-avions ?*, Institut Thomas More, avril 2017.

(2) Infodefensa.com, *El presupuesto del programa S-80 solo da para pagar el primer submarino*, 1^{er} avril 2017.

(3) Airforce-technology.com, *Wing Loong Unmanned Aerial Vehicle (UAV), China*, s.d.

(4) Il s'agit de la France, de l'Italie, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Pologne, de la Norvège, du Royaume-Uni et de la Roumanie. Voir OTAN, *Les dépenses de défense des pays de l'OTAN (2009-2016)*, op. cit.

Des matériels vieillissants et de moins en moins disponibles

À l'insuffisance des équipements, il faut ajouter le problème de leur vieillissement ou de leur obsolescence. Le déploiement des forces militaires sur des théâtres d'opérations dans des conditions climatiques souvent dures et leur utilisation intensive, rend le maintien en condition opérationnelle (MCO) des matériels souvent aléatoire et réduit fortement les capacités réelles à disposition.

T5 Ainsi un rapport parlementaire français pointe-t-il le fait que les conditions extrêmes vécues par les troupes au Sahel «*accélèrent l'usure des moteurs d'hélicoptères selon un facteur 10 voire 20*» (1). Cette réalité du terrain conduit à un très faible taux de disponibilité des hélicoptères *Tigre*, de l'ordre de 17% en 2016 (2). Le chef d'état-major des armées françaises a conclu que 20% des équipements terrestres utilisés pour l'opération Barkhane ne seront pas réutilisables.

A cela s'ajoute le grand âge de certains matériels. En 2015, le ministère de la Défense britannique a ainsi annoncé la prolongation des véhicules de combat *Bulldog*, pourtant entrés en service dans les années 1960 (3). En France, les hélicoptères *Gazelle* et *Puma* ne seront pas remplacés avant 2028, tout comme le véhicule tactique léger de Peugeot alors que certains officiers supérieurs affirment que leur changement aurait été indispensable dès 2018 (4). Ce maintien en service provoque des frais de réparation et de maintenance dont le coût va croissant. Sous réserve d'anonymat, un jeune officier de cavalerie affirme que le budget de 200 millions d'euros consacrés aux frais de maintenance des chars Leclerc «*permettent tout juste d'en faire défiler une dizaine, chaque 14 juillet, sur les Champs-Élysées*» (5)...

Tout cela pèse lourdement sur la disponibilité des matériels, dont on peut se faire une idée grâce à un récent rapport parlementaire allemand selon lequel 44% des hélicoptères de combat *Tigre*, 43% des hélicoptères de transport CH-53, 31% des NH90, 29% des *Sea Kings* et 23% de *Sea Lynx* étaient opérationnels en 2016. Concernant les avions, la moitié seulement des cent quarante-trois *Eurofighter* qui équipent la *Luftwaffe* seraient opérationnelle et une «*fraction*» des sept A400M dont dispose le pays serait disponible (6)... Autre exemple en Suède, où seuls quatre des vingt-quatre systèmes d'artillerie (canons automoteurs) *Archer*, entrés en service en 2011, seraient en état de fonctionnement (7).

(1) Alain Marty et Marie Récalde, *Rapport d'information sur les conséquences du rythme des opérations extérieures sur le maintien en condition opérationnelle des matériels*, Assemblée Nationale, rapport d'information n°3323, 2015.

(2) Anne Bauer, «*L'équipement de l'armée à bout de souffle*», *Les Echos*, 4 novembre 2016.

(3) Joe Hinton, *British armed forces will soon have oldest kit in NATO*, *Daily Star*, 15 mars 2015.

(4) Michel Cabirol, «*Armement : les dix grands travaux de l'armée de terre en 2016*», *La Tribune*, 9 mars 2016.

(5) Yvan Stefanovitch, «*Défense française : nos guerriers sont privés d'armement*», *Atlantico*, 20 octobre 2013.

(6) Deutscher Bundestag, *Jahresbericht 2016 (58. Bericht). Unterrichtung durch den Wehrbeauftragten*, 24 janvier 2017, *op. cit.*

(7) Barbara Kunz, *Sweden's NATO Workaround*, *Ifri*, Focus stratégique n°64, novembre 2015.

Une faible mobilisation à l'extérieur des frontières

En Europe, ce sont l'Italie et la France qui déploient le plus de troupes sur les théâtres extérieurs. L'Italie déploie 6 900 hommes dans vingt-neuf missions. La France en déploie un peu plus de 6 150 dans quinze opérations. Viennent ensuite le Royaume-Uni, engagé dans vingt opérations avec plus de 4 000 hommes, et l'Allemagne qui déploie 4 070 soldats dans quatorze missions (le principal contingent étant celui de la MINUSMA au Mali, avec 856 hommes). Quant à la Pologne, ses troupes sont engagées dans quatorze missions également, avec un effectif total de 3 500 hommes.

T6

Participation à des opérations extérieures

	Nombre d'opérations	Nombre d'hommes
	29	6 900
	15	+6 150
	20	+4 000
	14	4 070
	14	3 500
	16	5 000
	7	18 000

Source | Voir tableau 6

Mais il faut noter que tous les pays participent sans exception, y compris les plus modestes, à des opérations extérieures, que ce soit l'une des seize missions de l'Union européenne dans le cadre de la PSDC ou l'une des sept missions de l'OTAN. Le Luxembourg participe ainsi à cinq missions, avec 27 hommes, la Lettonie à dix missions avec 51 hommes.

C'est évidemment la lutte contre l'État Islamique qui mobilise le plus de troupes actuellement : les Britanniques sont engagés à hauteur de 1 350 hommes, les Italiens de 1 300 et la France de 1 200 hommes dans le cadre de l'opération « *Inherent Resolve* » (« Chammal » pour l'opération française). À l'inverse, l'Allemagne n'y déploie que 261 soldats. Pour ce qui concerne les frappes aériennes, ce sont le Royaume-Uni et la France qui sont les plus engagés aux côtés de l'allié américain : le Royaume-Uni 29,3% des frappes alliées hors États-Unis en Irak (soit 1 198 frappes) et la France 27,4% (soit 1 121 frappes). Seuls trois autres pays européens participent aux frappes : les Pays-Bas (12%, 492 frappes), la

Belgique (8,3%, 338 frappes) et le Danemark (6,3%, 258 frappes) (1). On sait que l'Allemagne a refusé de participer aux bombardements – du fait de la mauvaise image des opérations extérieures dans l'opinion allemande.

La modestie des interventions extérieures des Européens est le résultat de l'affaiblissement général des armées. Le manque d'effectifs et de moyens interdit toute ambition plus élevée. Le coût très lourd des opérations est aussi en cause : alors que 450 millions d'euros avait été budgétisés dans le projet de loi de finances 2016 français, les dépenses se sont finalement élevées à 1,2 milliards (2)...

Quant à eux, les États-Unis ont prévu un budget de 85,3 milliards de dollars pour leurs opérations extérieures cette année (3). La seule opération contre l'État islamique a déjà coûté au pays près de 12 milliards de dollars, dont 5,2 milliards pour l'année 2016 (4) avec un peu plus de 5 500 hommes déployés dans la zone (5). De son côté, la Russie compterait environ 4 300 soldats en Syrie. On en ignore le nombre exact mais l'on sait qu'elle a également des hommes déployés en Crimée, en Ossétie du Sud, en Biélorussie, au Kirghizistan, au Tadjikistan, en Arménie et en Transnistrie. Elle envisagerait également une présence à Cuba et au Vietnam (6). On soulignera que la capacité à projeter forces et puissance sur des théâtres extérieurs, pour se saisir des menaces avant qu'elles ne vous saisissent, est l'une des conditions de la sécurité des nations et un attribut de la puissance. Au regard de ces chiffres, bien des États européens pèchent par défaut.

Après le *Brexit*, inventer une « relation spéciale » avec Londres

Comme sur bien d'autres plans, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne constitue une perte incontestable dans le domaine de la défense et de la sécurité. Rappelons qu'il est le seul pays, avec la France, à disposer d'un arsenal militaire complet jusqu'au feu nucléaire. Il représente 23% des dépenses européennes de défense, 10,2% des effectifs militaires et 42,7% de la R&D européenne. Il possède 12% des avions de combats et 26% de la force sous-marine (nucléaire et conventionnelle) disponibles en Europe. En 2025, il disposera de deux des trois porte-avions européens.

Certains, à Bruxelles et dans les capitales continentales, veulent voir dans le *Brexit* une opportunité historique. Selon eux, du fait de son atlantisme et de ses « relations spéciales » avec les États-Unis, le Royaume-Uni aurait été le grand obstacle à la mise en place d'une défense européenne. Une fois parti, un « noyau dur » d'États membres réunis autour de Paris et Berlin pourrait enfin instituer une Europe politique et militaire. Voire... L'opposition britannique à une défense européenne pleinement constituée, bien réelle, ne doit pas dissimuler les contradictions et les oppositions qui existent entre les autres États membres (7).

(1) A la date du 20 avril 2017, selon les données disponibles sur le site <https://airwars.org>.

(2) Renaud Honoré, « Budget : la facture élevée des opérations militaires en 2016 », *Les Echos*, 20 octobre 2016.

(3) Lynn M. Williams et Susan B. Epstein, *Overseas contingency operations funding: background and status*, United States Congress, Congressional Research Service, 7 février 2017.

(4) Voir "Cost of Operations" sur la page *Operation Inherent Resolve targeted operations against ISIS Terrorists* du Département de la Défense, disponible sur http://www.defense.gov/News/Special-Reports/0814_Inherent-Resolve.

(5) Lynn M. Williams et Susan B. Epstein, *op. cit.*

(6) *La Russie envisage de rétablir une présence militaire à Cuba et au Vietnam*, Zone militaire-Opex360, 8 octobre 2016.

(7) Jean-Sylvestre Mongrenier, « Du "British Exit" à l'"American Brexit" : les perspectives incertaines d'une défense européenne autonome », *Hérodote*, n°64, 1^{er} trimestre 2017.

En première analyse, et sous réserve de l'évolution de négociations qui s'annoncent longues et difficiles, le *Brexit* ne devrait pas avoir de conséquences sur le rôle et la place du Royaume-Uni dans l'OTAN, qui reste le cadre principal de la sécurité européenne, et plus largement dans la défense de l'Europe. C'est le sens des déclarations de Boris Johnson, Secrétaire d'État des Affaires étrangères et du Commonwealth, qui affirme que la défense « *n'est pas l'objet d'un marchandage dans les négociations* » et qui promet « *un engagement inconditionnel pour la sécurité et à la défense de l'Europe* » (1). De fait, Londres reste l'un des acteurs les plus actifs. Rappelons qu'à la suite du sommet de l'OTAN de Newport (Pays de Galles), en septembre 2014, quand il fut décidé de renforcer la NRF (*Nato Reaction Force*) de manière à la déployer rapidement dans les États baltes ou tout autre pays d'Europe centrale et orientale menacé à ses frontières, le Royaume-Uni se plaça à l'avant-garde du projet en mettant sur pied une « *force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation* », fer de lance de la NRF, avec le concours d'autres pays alliés (2).

La coopération bilatérale, en particulier avec la France, est également de nature à maintenir les amarres entre le Royaume-Uni et le continent. On a évoqué plus haut la coopération industrielle sur les drones. Des accords de Saint-Malo (1996) à ceux de Lancaster House (2010), les deux principales puissances militaires européennes, qui n'ont pas renoncé à leur vocation mondiale, continuent de renforcer leur coopération militaire, selon une logique bilatérale et intergouvernementale qu'il importe de préserver (3).

Au total, il serait donc judicieux de parvenir à une forme d'association de Londres à l'Union européenne, tant du point de vue diplomatique, afin de conjuguer les politiques étrangères des États de la sphère européenne, que de la participation aux opérations militaires ou civilo-militaires de l'Union européenne, comme la lutte contre la piraterie sur les routes maritimes qui relient l'Europe à l'Asie. L'heure devrait être à la négociation d'une « *relation spéciale* » entre Bruxelles et Londres, plutôt qu'à une volonté de punir ou de tourner le dos à notre partenaire (4). Le Royaume-Uni peut bien quitter l'Union européenne, il n'en reste pas moins un pays clé pour la défense de l'Europe.

La défense de l'Europe avant l'« Europe de la défense »

L'heure est-elle à la relance de l'« Europe de la défense » ? Certains veulent le croire, comme le nouveau président français Emmanuel Macron ou la chancelière allemande Angela Merkel. On croit comprendre que c'est la principale mission assignée au nouveau ministre de la Défense français, Sylvie Goulard (5). Certaines initiatives récentes iraient dans ce sens. Ainsi, en mars 2017, le Conseil de l'Union européenne a-t-il voté la création « *d'une capacité militaire de planification et de conduite (MPCC) au sein de l'État-major de l'UE* », dans lequel certains veulent voir un « *embryon* » de quartier

(1) « *Brexit: la contribution "limitée" de Londres à la sécurité de l'UE (Mogherini)* », *Le Figaro*, 31 mars 2017.

(2) Jean-Sylvestre Mongrenier, « *Du "British Exit" à l'"American Brexit" : les perspectives incertaines d'une défense européenne autonome* », *Hérodote*, *op. cit.*

(3) Jean-Sylvestre Mongrenier, « *Du Brexit au "trumpisme". La voie étroite d'une défense européenne* », *Diplomatie Magazine*, hors-série N°17, décembre 2016-janvier 2017.

(4) Jean-Sylvestre Mongrenier, *Quelle architecture géopolitique européenne après le Brexit ?*, Institut Thomas More, juillet 2016.

(5) John Irish, « *L'effort franco-allemand décisif pour la défense de l'UE*, dit Goulard », *Reuters*, 20 mai 2017.

général européen (1). Ces mêmes évoquent le Plan d'Action Européen de la Défense de novembre 2016, signalé plus haut ou encore la signature pour la création sur la base aérienne d'Evreux (France) d'une flotte franco-allemande de transport aérien commune.

S'il n'y pas lieu de mépriser ces efforts, il convient aussi d'en mesurer la modestie. Il y a loin de ces initiatives à la relance ambitieuse de l'« Europe de la défense ». Et pour cause : sans un véritable pouvoir politique unifié au sommet, avec un solide soutien des États membres (gouvernements et opinions publiques), il n'y aura pas de « défense européenne » avant longtemps. Fédération sans fédérateur, l'Union européenne se voulait une construction *sui generis*, mais les impératifs stratégiques la confrontent à ses dilemmes politiques : division de ses membres, faiblesse militaire, défiance des peuples. Quels efforts les pays membres sont-ils prêts à faire ? Si l'on s'en tient au « couple franco-allemand », l'Allemagne est-elle effectivement prête à un effort militaire de longue haleine ? La France accepterait-elle de voir son autonomie stratégique potentiellement remise en cause par l'intégration politique et militaire ? Et comment les pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) accueilleraient-ils la formation de « coopérations structurées permanentes » (CSP), permises par le traité de Lisbonne, afin d'institutionnaliser une avant-garde d'État autour de Paris et Berlin, comme envisagée par Ursula von der Leyen et Jean-Yves Le Drian en septembre dernier ? Ces pays sont plutôt soucieux en ce moment de renforcer leur poids propre à l'intérieur du processus politique européen et contrarier les prétentions franco-allemandes ou celles de la Commission. Ils ont rallié le projet d'une « défense européenne » pour appeler l'attention sur les menaces à l'Est et privilégient largement l'OTAN.

Au total, le temps des énoncés performatifs, du volontarisme brouillon et de l'autosatisfaction est révolu. Les déclarations officielles sur la « défense européenne » ne sauraient plus longtemps dissimuler l'état inquiétant des moyens et des capacités militaires en Europe. Depuis la fin de la Guerre froide, les États européens, membres des instances euro-atlantiques (OTAN et UE), ont baissé la garde, et même largement désarmé. Les traités européens négociés de Maastricht à Lisbonne et les négociations transatlantiques ont certes permis à l'UE d'accéder à des responsabilités sur le plan de la sécurité et de la défense et de se doter d'institutions et de mécanismes de décision plus adaptés. Mais, dans les grandes lignes, il existe une division du travail entre l'OTAN et l'UE et celle-ci ne parvient qu'à des avancées fonctionnelles mineures (2).

C'est que cette « Europe-instance » manque singulièrement de substance. Autrement dit, les déclarations peuvent bien avoir de l'éclat et les organigrammes de l'allure, le « nerf de la guerre » et les capacités militaires font défaut. Le principal défi consiste donc à accroître les budgets de défense, à financer de grands programmes d'armement et à restaurer la puissance militaire collective de l'Europe. C'est à l'aune des moyens que l'on jugera les intentions.

(1) Conseil de l'Union européenne, *Sécurité et défense: le Conseil examine les progrès accomplis et convient d'améliorer le soutien apporté aux missions militaires*, communiqué de presse, 6 mars 2017.

(2) Jean-Sylvestre Mongrenier, « Du "British Exit" à l'"American Brexit" : les perspectives incertaines d'une défense européenne autonome », *Hérodote*, *op. cit.*

Bibliographie

- Airforce-technology.com, *Future Combat Air System: UK and France move ahead*, 17 mai 2016, <http://www.airforce-technology.com/features/featurefuture-combat-air-system-uk-and-france-move-ahead-4893221/>
- , *Wing Loong Unmanned Aerial Vehicle (UAV), China, s.d.*, <http://www.airforce-technology.com/projects/wing-loong-unmanned-aerial-vehicle-uav/>
- Anne Bauer, « L'équipement de l'armée à bout de souffle », *Les Echos*, 4 novembre 2016, https://www.lesechos.fr/04/11/2016/LesEchos/22312-083-ECH_l-equipement-de-l-armee-a-bout-de-souffle.htm
- Jean-Marie Bockel et Gisèle Jourda, « *Garde nationale* » : une réserve militaire forte et territorialisée pour faire face aux crises, Sénat, Rapport d'information n° 793, juillet 2016, <http://www.senat.fr/rap/r15-793/r15-793.html>
- Michel Cabriol, « Armement : les dix grands travaux de l'armée de terre en 2016 », *La Tribune*, 9 mars 2016, <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/armement-les-dix-grands-travaux-de-l-armee-de-terre-en-2016-555955.html>
- Commission européenne, « Plan d'action européen de la défense : vers un Fonds européen de la défense », 30 novembre 2016, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-4088_fr.htm
- Conseil de l'Union européenne, *Sécurité et défense: le Conseil examine les progrès accomplis et convient d'améliorer le soutien apporté aux missions militaires*, communiqué de presse, 6 mars 2017, <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2017/03/06-defence-security/>
- Robert Czulda et Marek Madej, *Newcomers no more? Contemporary NATO and the future of the enlargement from the perspective of 'Post-Cold War' members*, OTAN, Varsovie, 2015, <http://www.atlantic-community.org/documents/10180/eb4e2bd3-a695-48c6-9c43-c2a9172c11a3>
- Deanne Corbett, « Germany To Boost Defense 6.2% Over 5 Years », *DefenseNews*, 20 mars 2015, <http://www.defensenews.com/story/defense/policy-budget/budget/2015/03/20/germany-budget-defense-spending-increase-nato-terrorist-merkel/25073443/>
- Con Coughlin, « Britain's armed forces no longer have the resources for a major war », *The Spectator*, 7 novembre 2015, <https://www.spectator.co.uk/2015/11/britains-armed-forces-no-longer-have-the-resources-for-a-major-war/>
- Deutscher Bundestag, *Jahresbericht 2016 (58. Bericht). Unterrichtung durch den Wehrbeauftragten*, 24 janvier 2017, https://www.bundestag.de/blob/490270/cf0332e83ae9a0b4d4f4c5c2abb7055a/jahresbericht2016_pdf-data.pdf
- European Defense Agency, *EDA Collective and National Defence Data 2005-2014*, Defence Data Portal, <https://www.eda.europa.eu/info-hub/defence-data-portal>
- Marco Giannangeli, « Britain's shame: Thousands of soldiers quit the army as morale hits historic low », *The Daily Express*, 20 mars 2017, <http://www.express.co.uk/news/uk/780954/british-army-soldiers-quit-low-morale-deployment-defence>
- Government offices of Sweden, « The Swedish Defence Bill 2016-2020 », 8 mai 2015, <http://www.government.se/government-policy/defence/the-swedish-defence-bill-2016-2020/>
- Jean-François Guilhaudis, « Armements et transferts », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, n°5, octobre 2016
- Haut Comité d'évaluation de la condition militaire, *Revue Annuelle de la condition militaire 2016*, octobre 2016, <http://www.defense.gouv.fr/portail-defense/vous-et-la-defense/evaluation-de-la-condition-militaire/hcecm/publications/les-rapports-du-hcecm/revue-annuelle-2016>
- Joe Hinton, *British armed forces will soon have oldest kit in NATO*, *Daily Star*, 15 mars 2015, <http://www.dailystar.co.uk/news/latest-news/430781/British-armed-forces-oldest-kit-in-Nato-embarrassing-outdated>
- Renaud Honoré, « Budget : la facture élevée des opérations militaires en 2016 », *Les Echos*, 20 octobre 2016, https://www.lesechos.fr/20/10/2016/LesEchos/22302-014-ECH_budget--la-facture-elevee-des-operations-militaires-en-2016.htm#7Ks3epOsK4Pqb8mq.99
- Industrie et Technologie, *Avenger : le drone militaire de tous les records*, février 2014, <https://www.industrie-techno.com/avenger-le-drone-militaire-de-tous-les-records.28493>
- Infodefensa.com, *El presupuesto del programa S-80 solo da para pagar el primer submarino*, 1^{er} avril 2017, <http://www.infodefensa.com/es/2017/04/01/noticia-presupuesto-programa-pagar-primer-submarino.html>
- International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance*, 2006, 2011 et 2017, <http://www.iiss.org/en/publications/military-s-balance>

- John Irish, « L'effort franco-allemand décisif pour la défense de l'UE, dit Goulard », Reuters, 20 mai 2017, <http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKCN18G0IW-OFRTPT>
- Barbara Kunz, *Sweden's NATO Workaround*, Ifri, Focus stratégique n°64, novembre 2015, http://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/fs64kunz_0.pdf
- Le Figaro*, « Brexit: la contribution "limitée" de Londres à la sécurité de l'UE (Mogherini) », 31 mars 2017, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/03/31/97001-20170331FILWWW00297-brexit-la-contribution-limitee-de-londres-a-la-securite-de-l-ue-mogherini.php>
- Camille Lefort, *Le budget Recherche et Développement (R&D) de l'année fiscale 2016*, France Science, 22 janvier 2016, <https://www.france-science.org/Le-budget-Recherche-et-8462.html>
- Anders Linders, *And if things heat up as early as tomorrow?*, Axess, s.d., <http://www.axess.se/magasin/default.aspx?article=2082#.WPcuVNKLS72>
- Alain Marty et Marie Récalde, *Rapport d'information sur les conséquences du rythme des opérations extérieures sur le maintien en condition opérationnelle des matériels*, Assemblée Nationale, rapport d'information n°3323, 2015, <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-info/i3323.pdf>
- Ministère de la Défense, « Présentation de l'actualisation de la LPM à l'Assemblée Nationale », 4 juin 2015, <http://www.defense.gouv.fr/ministre/prises-de-parole-du-ministre/prises-de-parole-de-m-jean-yves-le-drian/presentation-de-l-actualisation-de-la-lpm-a-l-assemblee-nationale>
—, *Chiffres clés de la défense 2016*, 1^{er} septembre 2016, <http://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/chiffres-cles-de-la-defense-2016>
- Ministero della Difesa, *Libro Bianco per la sicurezza internazionale e la difesa*, juillet 2015, http://www.difesa.it/Primo_Piano/Documents/2015/04_Aprile/LB_2015.pdf
- Ministry of Defence, *National Security Strategy and Strategic Defence and Security Review 2015*, novembre 2015, <https://www.gov.uk/government/publications/national-security-strategy-and-strategic-defence-and-security-review-2015>
—, *Defence budget increases for the first time in six years*, 1^{er} avril 2016, <https://www.gov.uk/government/publications/uk-nuclear-deterrence-factsheet/uk-nuclear-deterrence-what-you-need-to-know>
—, *UK Armed Forces Monthly Service Personnel Statistics 1 December 2016*, 19 janvier 2017, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/584256/Monthly_service_personnel_statistics-December_2016.pdf
- Federica Mogherini, « Diplomatie européenne : l'importance d'être constant », *Politique internationale*, n°154, hiver 2016-2017
- Jean-Sylvestre Mongrenier, *Quelle architecture géopolitique européenne après le Brexit?*, Institut Thomas More, juillet 2016, <http://institut-thomas-more.org/2016/07/06/quelle-architecture-geopolitique-europeenne-apres-le-brexit/>
—, « Du Brexit au "trumpisme". La voie étroite d'une défense européenne », *Diplomatie Magazine*, hors-série N°17, décembre 2016-janvier 2017, <http://institut-thomas-more.org/2017/01/05/du-brexit-au-trumpisme-la-voie-etroite-dune-defense-europeenne/>
—, *La France a-t-elle besoin d'un deuxième porte-avions?*, Institut Thomas More, avril 2017, <http://institut-thomas-more.org/wp-content/uploads/2017/04/NotelTM-22-201704.pdf>
—, « Du "British Exit" à l'"American Brexit" : les perspectives incertaines d'une défense européenne autonome », *Hérodote*, n°64, 1^{er} trimestre 2017.
- Björn Müller, *Wirdgeprüft: Bundeswehr-Rekrutierungsaufgabe EU-Bürger ausdehnen*, Offiziere, 8 février 2016, <https://www.offiziere.ch/?p=26403>
- NBC News, *'Be Cool' Italian Navy Recruitment Campaign Prompts Outrage*, 25 février 2015, <http://www.nbcnews.com/news/world/be-cool-italian-navy-recruitment-campaign-prompts-outrage-n312376>
- OTAN, *Déclaration du sommet du Pays de Galles*, 5 septembre 2014, http://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_112964.htm
—, *Les dépenses de défense des pays de l'OTAN (2009-2016)*, 4 juillet 2016, http://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_132934.htm
—, *Communiqué du Sommet de Varsovie*, 9 juillet 2016, http://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/decl-sommetvarsoviefinal_otan160709fr_cle092b44.pdf
- Michael D. Shear et Jennifer Steinhauerfeb, « Trump to Seek \$54 Billion Increase in Military Spending », *The New York Times*, 27 février 2017, https://www.nytimes.com/2017/02/27/us/politics/trump-budget-military.html?_r=0
- Joe Shute et Mark Oliver, « Why Britain's Armed Forces are shrinking by the day and does it really matter? », *The Telegraph*, 25 juin 2014, <http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/defence/10924976/Why-Britains-armed-forces-are-shrinking-by-the-day-and-does-it-really-matter.html>

SIPRI, *Military expenditure by region in constant US dollars, 1988-2016*, 2017, <https://www.sipri.org/sites/default/files/Milex-regional-totals.pdf>

Yvan Stefanovitch, « Défense française : nos guerriers sont privés d'armement », *Atlantico*, 20 octobre 2013, <http://www.atlantico.fr/decryptage/defense-francaise-nos-guerriers-sont-privés-armement-yvan-stefanovitch-874605.html#hwpxaLoCfbR980A4.99>

Swedish NAO, *The Armed Forces. A challenge for the Government*, 2014, http://www.riksrevisionen.se/PageFiles/20325/summary_2014_8.pdf

Pierre Tran, *France, UK To Invest £1.5 Billion in Combat Drone*, *DefenseNews*, 5 mars 2016, <http://www.defensenews.com/story/defense/air-space/2016/03/05/france/81311348/>

Général Pierre de Villiers, « Le prix de la paix », *Politique Internationale*, n°154, hiver 2016-2017

Lynn M. Williams et Susan B. Epstein, *Overseas contingency operations funding: background and status*, United States Congress, Congressional Research Service, 7 février 2017, <https://fas.org/sgp/crs/natsec/R44519.pdf>

Zone militaire-Opex360, *Sentinelle oblige, le dispositif de préparation opérationnelle de l'armée de Terre va évoluer*, 13 novembre 2015, <http://www.opex360.com/2015/11/13/sentinelle-oblige-le-dispositif-de-preparation-operationnelle-de-larmee-de-terre-va-evoluer/>

—, *La Russie envisage de rétablir une présence militaire à Cuba et au Vietnam*, 8 octobre 2016,

<http://www.opex360.com/2016/10/08/la-russie-envisage-de-retablir-presence-militaire-cuba-au-vietnam/>

—, *Berlin décide une hausse de ses effectifs militaires plus importante que prévu*, 22 février 2017,

<http://www.opex360.com/2017/02/22/berlin-decide-hausse-de-ses-effectifs-militaires-plus-importante-que-prevu/>

Paris

8, rue Monsigny – F-75 009 Paris

Tel +33 (0)1 49 49 03 30

Fax +33 (0)1 49 49 03 31

Bruxelles

Rue de La Fauvette, 92, B-1180 Bruxelles

Tel +32 (0)2 374 23 13

Fax +32 (0)2 358 56 48

www.institut-thomas-more.org

info@institut-thomas-more.org

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions: obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl, et faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, mai 2017

